

# la brèche

organe bimensuel du  
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

## OUI À L'INITIATIVE DU PS, NON AU MILITARISME !

Le Parti socialiste suisse (PS) a lancé une initiative populaire réclamant le "droit de référendum en matière de dépenses militaires". Le PSO a décidé de soutenir la revendication avancée par cette initiative.

En effet, nous considérons comme un droit démocratique élémentaire que les salariés-contribuables puissent se prononcer sur des dépenses d'une telle envergure qui, de plus, ont des conséquences sociales et politiques importantes. A elle seule, la conquête d'un tel droit justifie le soutien à cette initiative.

Les cris de putois poussés par la bourgeoisie, dès l'annonce de son lancement, sont révélateurs de la conception bourgeoise de la démocratie semi-directe. Pour la bourgeoisie, il est des domaines sacrés et réservés. Les citoyens ne peuvent y avoir accès ! Les dépenses militaires et la "défense nationale" en sont un. L'usine ou la banque en sont un autre.

Si le PS réclame le référendum facultatif, il prévient qu'il s'agit, selon ses propres termes, de "limiter les abus", "sans que les dépenses qui ne sont pas contestées soient menacées". Tremblant devant les aboiements des nuques épaisses de l'Etat-major, le PS se défend. D'abord, il est favorable à l'armée ! Il s'enorgueillit même béatement des certificats de bonne conduite que lui décerne la Neue Zürcher Zeitung (Catalogue d'arguments du PS, novembre 1981, p. 15). Ensuite, il reprend un des thèmes du trop fameux petit livre rouge de la "Défense civile" de 1969 : le peuple doit faire corps avec son armée.

On est loin de ce qu'écrivait le dirigeant historique du PS, Robert Grimm, en 1912 : "L'armée de milice est aussi devenue, du fait du développement capitaliste, un excellent outil entre les mains des réactionnaires". Grimm ajoutait : "Celui qui reconnaît en principe la nécessité d'une armée, même à la condition sine qua non que cette armée soit exclusivement défensive et organisée démocratiquement, ne peut lutter efficacement contre la charge croissante que représente le militarisme, surtout aujourd'hui où le développement technique de l'armée repousse et modifie chaque jour les limites de l'absolue nécessité pour assurer la défense nationale".

Voilà une affirmation encore plus vraie à notre époque. Ironie de l'histoire, le PS, qui se limite à dénoncer quelques "abus" et avale l'essentiel des diktats du Département militaire, confirme à sa façon le jugement d'un de ses pères fondateurs !

Le PSO soutient le texte de l'initiative en tant que tel. Mais il se refuse à participer au chœur des chantres d'une "défense nationale" raisonnable ! Pour cette raison, en accord avec d'autres organisations, le PSO a décidé de récolter des signatures sur des feuilles portant un texte sans équivoque !

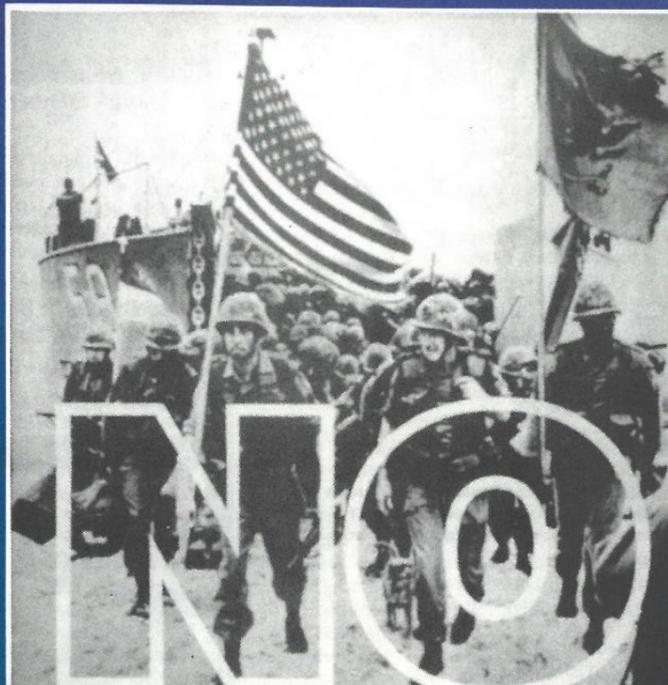
Le PSO fera tout pour qu'aboutisse l'initiative du PS. Il mettra aussi à profit cette campagne pour défendre les droits démocratiques des soldats, pour dénoncer la "justice" militaire et pour expliquer le sens réel du militarisme et de la course aux armements.

C.A. Udry

1) Voir le texte mis au dos des feuilles d'initiative en page 2.



## Amérique centrale :



NO TO IMPERIALIST INTERVENTION NO A LA INTERVENCION IMPERIALISTA  
NO TO IMPERIALIST INTERVENTION IN  
NO A LA INTERVENCION IMPERIALISTA EN  
**EL SALVADOR**



## L'initiative populaire fédérale "demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires" a été lancée par le Parti socialiste suisse (PSS).

Les organisations soussignées ont décidé d'appuyer la récolte de signatures pour l'initiative du PSS.

En Suisse, les droits démocratiques s'arrêtent là où commence l'armée. Les autorités fédérales et l'Etat-Major veulent maintenir à tout prix leur droit de décision absolu sur la destination de milliards de francs payés par les contribuables. Ils refusent donc aux citoyens le droit démocratique élémentaire de se prononcer sur les dépenses militaires.

Tout le système de l'armée est d'ailleurs entaché du même esprit antidémocratique :

- \* terrains d'exercices et places d'armes sont conquis par l'armée contre la volonté des populations locales;
- \* l'objection de conscience mène à l'emprisonnement;
- \* au nom de la discipline, on refuse aux soldats des droits démocratiques conquis depuis bien longtemps par les civils;
- \* les désobéissants aboutissent devant une justice d'exception: la "justice" militaire.

### CONTRE LES PROGRAMMES D'ARMEMENT, POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX

Pendant que des sommes folles sont engagées chaque année dans la défense nationale, les autres postes des budgets publics doivent se serrer la ceinture :

- \* subventions à l'assurance invalidité et aux caisses-maladie réduites comme peau de chagrin;
- \* moyens fortement insuffisants pour des logements sociaux;
- \* blocage des effectifs du personnel dans les services publics;
- \* formation professionnelle et activités culturelles négligées.

### NON AU MILITARISME ET À LA COURSE AUX ARMEMENTS

Le droit de référendum sur les dépenses militaires permettra d'ouvrir enfin un large débat national sur les problèmes liés à la défense nationale et à l'industrie d'armement. Ainsi pourrions-nous expliquer :

- \* que des millions de nos impôts sont, de fait, des subsides accordés aux profits des trusts de l'armement;
- \* que des investissements dans des secteurs socialement utiles (logement, transports publics, santé, éducation...) et non pas dans l'armement créeraient bien plus d'emplois;
- \* que les acquisitions d'armement intègrent de plus en plus l'armée suisse dans le système de l'OTAN, en dépit des déclarations de principe sur la neutralité;
- \* et, surtout, que toutes les armes acquises renforcent la course mondiale aux armements qui aboutira inévitablement, si nous n'y mettons pas fin, à une troisième guerre mondiale signifiant probablement la fin de l'humanité.

Conquérir le droit de se prononcer sur les crédits militaires, c'est se donner la possibilité de refuser toute tentative des autorités d'acquiescer un armement atomique.

Comité vaudois contre la mort atomique, Appel genevois pour la Marche de Pâques, Centre Martin Luther King (CMLK), Parti socialiste ouvrier (PSO), Organisation de jeunesse La Taupe et Uni-Brèche.

Signatures à renvoyer à :

PSO / SAP Postfach 299 8031 ZURICH

### ◆ DÉFENDRE L'EMPLOI

L'ASUAG, le géant de l'horlogerie, porte un nouveau coup contre l'emploi dans toute la région : 1 300 travailleurs sont licenciés. Et ce n'est pas fini.

L'ASUAG a de l'expérience dans ce domaine : 19 750 travailleurs en 1973, 10 000 et peut-être moins en 1973 ! En 10 ans, cinquante pour cent des emplois ont été liquidés.

Sous la houlette des banques et avec la complicité de la Confédération, l'ASUAG joue le poisson-pilote de la restructuration de la branche horlogère. En fait, le Conseil d'administration de ce trust a la haute main sur une partie de l'emploi dans toute une région du pays.

Bloquer les décisions de l'ASUAG, c'est la condition pour la sauvegarde de l'emploi régional.

Pour cela, toutes les forces du mouvement ouvrier, syndicales et politiques, doivent s'unir dans l'action pour défendre l'emploi. C'est l'avenir de toute une région qui est en jeu.

Une première ASSEMBLÉE PUBLIQUE est appelée à Bienne, le mercredi 28 avril, à 20h.15

- \* pour discuter des moyens de défendre l'emploi dans l'horlogerie et la région,
- \* pour débattre d'une large pétition réclamant des mesures d'urgence aux autorités fédérales et cantonales.

Une réunion analogue sera organisée à La Chaux-de-Fonds.

Parti socialiste et Parti socialiste romand de Bienne, Parti socialiste du Jura bernois, Parti socialiste ouvrier de Bienne, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Genève, Parti socialiste autonome de Bienne et du Sud Jura, Parti ouvrier populaire du Jura et Neuchâtel, Parti communiste italien de Bienne, Combat socialiste de Delémont.

### Contre le licenciement d'un militant syndical

A la suite de la manifestation de protestation contre les licenciements dans l'industrie horlogère, le 19 mars à Neuchâtel, un travailleur syndicaliste, employé à Ebauches Marin, a été licencié.

Ce travailleur, membre de la FTMH, avait pris la parole publiquement lors de ce rassemblement. L'Union Syndicale Neuchâteloise et le Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés (CUTSI), qui ont organisé cette manifestation, protestent avec vigueur contre ce licenciement. Le patronat horloger, en particulier la direction d'Ebauches S.A., montre par là qu'il entend profiter de la situation économique pour licencier les syndicalistes actifs dans les entreprises horlogères afin d'empêcher toute tentative des travailleurs de défendre leurs droits. Ce licenciement vise à affaiblir le syndicat dans une usine où les restructurations décidées par la direction entraînent des centaines de licenciements. Ce licenciement doit être annulé, car il constitue un précédent dangereux. Il procède d'une tentative de remise en cause des droits syndicaux, de bâillonner les syndicalistes actifs dans les usines, d'empêcher la présence syndicale sur les lieux de travail. L'Union Syndicale Neuchâteloise et le CUTSI entreprendront toutes les démarches nécessaires contre ce licenciement et encouragent les travailleurs à se mobiliser contre cette mesure d'Ebauches S.A.

Union Syndicale Neuchâteloise

### "Une meilleure école pour tous"

Nos abonnés vaudois recevront avec ce numéro de La Brèche une feuille d'initiative pour "une meilleure école pour tous", lancée par les partis de gauche et le Cartel syndical vaudois. Nous les prions de bien vouloir poser leur griffe — et celle de leurs voisins, amis et connaissances — sur ces listes et de les retourner le plus rapidement possible (complètes ou non) à l'adresse indiquée. La fin du délai de récolte est en effet proche.

### Rock gegen Rüstung / Rock contre l'armement

Le rassemblement — meeting — fête organisé le 27 mars à Zurich par nos camarades alémaniques de l'organisation de jeunesse La Taupe fut un grand succès.

Entre 800 et 900 jeunes se sont réunis à cette occasion, plusieurs centaines d'entre eux participant aux deux débats sur la situation au Salvador et sur le Mouvement pour la paix.

Cette forte affluence est d'autant plus encourageante qu'au même instant se déroulait — sans que cela ait été prévu — une manifestation "sauvage" d'une partie du mouvement jeune, qui entendait protester contre la démolition du Centre autonome zurichois.

Les jeunes écoliers et apprentis qui composaient, dans sa grande majorité, l'assistance à cette fête-débat ont ainsi pu discuter, souvent pour la première fois, des problèmes de la lutte pour la paix et contre le réarmement.

Madame la philosophe — à ce que l'on prétend — Jeanne Hersch, qui vient d'exhiber ses limites intellectuelles dans un pamphlet anti-jeunes, n'a pas fini de se faire des cheveux blancs...



## SOMMAIRE

<b>ÉDITORIAL</b>	
Oui à l'initiative du PS, non au militarisme	1
<b>SOCIAL</b>	
Horlogerie, ASUAG licencie :	
la direction de la FTMH ne fait rien	4
Saurer : mille emplois en panne	4
Arts graphiques, lithographies :	
sans mobilisation, rien à faire	5
Landis & Gyr : la compensation du renchérissement est maintenue	5
<b>POLITIQUE</b>	
Cedra, Cedra pas ?	3
Des trous, des p'tits trous...	3
PdT zurichois : après la débâcle électorale, approfondissement de la crise	8
Contrôle des prix : manœuvres et sabotages	8
Bienne, Centre d'information sexuelle et de consultation : et s'il faisait des petits ?	8
<b>DOSSIER</b>	
EL SALVADOR : la guerre américaine	6-7
Le bâton et la carotte	7
Pax Christi : les USA soutiennent un génocide	7
<b>INTERNATIONAL</b>	
FRANCE, après les cantonales : changer de cap	9
BELGIQUE : dans la rue contre l'austérité	9
POLOGNE : nouvelles de la résistance	10
Notes internationales	10
<b>A LIRE ET ÉCOUTER</b>	
Jean Villard-Gilles	11
<b>L'ÉVÈNEMENT</b>	
Pourquoi et comment lutter contre la course aux armements	12

## abonnez-vous

### Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) . . .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Pour toute correspondance :  
La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry  
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

**prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Adresses des sections romandes et tessinoises

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,  
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02  
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91  
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso,  
casella postale 2400, 6901 Lugano

La Société coopérative pour l'entreposage des déchets radioactifs, connue sous le nom de CEDRA, a été fondée en 1972. La Confédération et les industriels de l'énergie électrique qui la composent cherchent activement, depuis cette date, où déposer leurs "poubelles" nucléaires sur territoire helvétique. Experts, scientifiques, analystes s'y succèdent pour démontrer que telle ou telle roche — le granit en particulier — pourrait accueillir ces déchets, que des forages d'essai apporteront les preuves nécessaires de la fiabilité de ces dépôts.

Dans un article publié par "24 Heures" (6/7 février 1982), le géologue et professeur à l'Université de Lausanne Marcel Burri a largement démonté ces arguments prétendus scientifiques. "Tout ce passe comme si on cherchait à protéger la technique de la curiosité et des interrogations des hommes et non à protéger les hommes de la technique", explique-t-il avant de montrer plus en détail les méthodes de la CEDRA.

Celle-ci assure que les forages permettront de juger si le granit peut accueillir des déchets hautement radioactifs. Mais "pour connaître la qualité moyenne d'une roche, il faut connaître ses parties faibles, c'est-à-dire les failles, leur taille, leur nombre. Un granit dans lequel on trouve, par exemple, une faille tous les cents mètres est une roche

## CEDRA, CEDRA PAS ?

médiocre. Mais comment le savoir ? Avec un seul sondage, vous n'avez presque aucune chance de découvrir la faille." Les petits coups d'aiguille de la CEDRA n'ont donc que pour but "d'annoncer au Conseil fédéral que le granit est de bonne qualité" !

Quant aux expériences internationales, Marcel Burri en rappelle une, tout à fait significative. Les Canadiens ont placé des déchets radioactifs pendant 15 ans dans du verre enfoui dans l'eau. Celle-ci n'a eu que peu de matière radioactive. "Pour compenser la courte durée de l'expérience (par rapport aux 100 000 ans de stockage), on avait augmenté la quantité d'éléments radioactifs. Cette astuce est une supercherie. Le temps géologique est incompressible. Personne ne peut prévoir l'effet qu'auront cent millénaires sur une 'poubelle' nucléaire. Personne n'a le droit de faire dire à la géologie ce qu'elle ne peut pas dire."

Rare parmi les nombreux scientifiques à adopter cette attitude, Marcel Burri dénonce en outre ses collègues qui acceptent d'entrer dans le jeu : "Je ne deviendrai pas un collaborateur des producteurs de déchets radioactifs comme certains de mes collègues qui acceptent d'entrer dans des commissions où ils sont minorés, ligotés par le secret de fonction et qui finissent au bout du compte par signer des rapports dont ils n'approuvent pas le contenu".

C'est tout cela, la CEDRA, avec la bénédiction du Conseil fédéral !

M. Thévenaz, 30 mars 1982

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Parti socialiste ouvrier (PSO), section vaudoise, proteste vigoureusement contre la décision de la CEDRA d'effectuer, dans plusieurs communes vaudoises, des forages en vue d'entreposer des déchets radioactifs. Les choix de la CEDRA se font au mépris de l'information préalable des autorités communales et contre l'avis de la population, comme à Bex. Le PSO dénonce le lobby nucléaire qui impose ses intérêts en mettant en danger l'environnement et la santé de la population. Pour le PSO, la seule solution au problème des déchets est de se donner les moyens d'en arrêter la production.

Je suis ici pour EFFACER les inquiétudes du public au sujet des centrales nucléaires. Les gens pensent, ces déchets étant radioactifs, qu'ils présentent des problèmes spéciaux pour leur élimination sûre...

Bon... Reposez vos esprits. Nous plaçons nos déchets nucléaires dans des sachets de plastic DOUBLE EPAISSEUR et nous fermons ces sachets avec TROIS attaches avant de les incinérer...



La liste noire de la CEDRA :

## Des trous, des p'tits trous...

\* SANS MEME LES PRÉVENIR, LA CEDRA DÉSIGNE LES COMMUNES POUBELLES !

Début 1982 : après des mois de procédures et d'oppositions (500 recours !), le Conseil fédéral autorise la CEDRA à entreprendre onze forages d'essai dans le granit pour le dépôt de déchets hautement radioactifs. 29 mars 1982 : forte de cette autorisation, la CEDRA dresse la liste de 20 communes destinées à "accueillir" les poubelles de déchets faiblement radioactifs.

C'est que le temps presse pour le lobby nucléaire ! La votation de 1979 exige que les déchets soient éliminés de façon "sûre et durable" pour que le programme nucléaire puisse être réalisé. Délai des essais : 1985. Les oppositions qui se sont manifestées dans toutes les communes où des essais étaient prévus ont considérablement retardé ces Messieurs. Il a fallu que M. Schlumpf prenne son bâton de pèlerin, avec l'autorité du Conseil fédéral, pour surmonter ces résistances et imposer les essais. Mais le retard est pris et déjà, au mépris des promesses et des engagements, on annonce que "ce délai pourrait être prolongé" (Tribune-Le Matin, 30 mars 1982) !

Dès lors, la CEDRA met les bouchées doubles. Il s'agit maintenant d'imposer les "poubelles" de déchets faiblement radioactifs. Ceux-ci représentent : vêtements, outillage, et... la centrale nucléaire elle-même lorsqu'elle sera hors d'usage ! Avis aux amateurs !

### Des millions pour 60 ans !

Les dépôts prévus, annonce fièrement la CEDRA, pourront contenir 60 000 mètres cubes de déchets, ce qui "devrait suffire pour environ 60 ans". L'investissement coûtera des centaines de millions. L'anarchie du "tout nucléaire" saute aux yeux : comme les centrales nucléaires ont une durée limitée à une quinzaine d'années, on va creuser des poubelles pour les enterrer, le tout pour une utilisation de 60 ans seulement. Le coût social de cette monstruosité est gigantesque.

### Au mépris de la population

Comme pour les forages d'essai pour déchets hautement radioactifs, la CEDRA se moque de l'avis des populations concernées. Les communes prévues ont été informées par exprès le jour même de la conférence de presse ! Et leurs réactions sont claires. "Nous ne sommes pas candidats à recevoir des déchets même faibles" (syndic de Provence), "Le rapport est tombé du ciel ce matin... La population ne comprendra pas si on ne s'oppose pas" (maire de La Huette), "Ca nous est passé par-dessus la tête" (maire de Péry), "Inadmissible, ce projet va à l'encontre de tout le développement touristique de la région. On ne va pas mettre les déchets à 400 mètres d'un village" (municipalité d'Ollon), "nous sommes contre le principe même d'un dépôt sur notre commune" (président de commune de Chamoson).

Mais ces réactions risquent fort d'être enfouies dans les rouages administratifs et bureaucratiques des "procédures de consultation", comme ce fut le cas pour les précédents essais. La CEDRA, forte du soutien du Conseil fédéral, compte évidemment là-dessus. Le résultat des forages d'essai l'a montré. Quand Michel Renaud, municipal d'Ollon, affirme qu'il faut "organiser notre défense", cela doit donc avant tout signifier : relancer la mobilisation du mouvement antinucléaire. Sans lui, les manœuvres vont aller bon train.

La CEDRA vient d'ailleurs d'en annoncer la couleur : les communes

concernées pourront se "réjouir" de l'apport fiscal des futures poubelles ! Et le coût social, le coût écologique, sans parler des risques ? Décidément, le slogan du mouvement antinucléaire est plus que jamais d'actualité : "Nucléaire, non merci !". Et à Bex, on se souvient encore de la marche de protestation de 1978.

### Au mépris de la géologie

Commentant la décision de la CEDRA, Olivier Grivat écrit dans la Tribune-Le Matin (30 mars 1982) : "La géologie est une science exacte. La carte du Tendre des pro- et antinucléaires est plus malléable. Entre les deux, il faudra bien composer".

Non, non et non ! Car ce que ce journaliste ne dit pas, c'est que l'exactitude scientifique de la géologie conclut qu'on ne peut pas creuser des "poubelles nucléaires" dans le sol helvétique (voir ci-contre) !

Certes, les explications du professeur Burri se rapportaient au dépôt de déchets hautement radioactifs. Mais quelle confiance accorder aux études de la CEDRA lorsqu'on sait comme elle a procédé à la légère ? Un exemple suffit. Certains des dépôts prévus se feront dans l'anhydrite (par exemple Ollon, Bex). La CEDRA avait au départ prévu d'utiliser ces roches pour les déchets hautement radioactifs. Elle y a renoncé vu que ces roches servent souvent de plan de glissement lors des mouvements géologiques où se déroule "une intense circulation d'eaux qui ne doivent pas être contaminées" (Professeur Jäckli, Bulletin de l'Union des centrales électriques, 1977). Est-ce plus sûr pour des déchets "faibles" ? On est tout à fait en droit d'en douter !

M. Thévenaz, 30 mars 1982



Manifestation contre les licenciements dans l'horlogerie, le 19 mars à Neuchâtel.

Horlogerie, ASUAG licencie :

## La direction de la FTMH ne fait rien

ENTRETIEN AVEC PIERRE-YVES OPIKOFER, DU GROUPE SYNDICAL FTMH D'EBAUCHES-MARIN

*Le général en chef de l'ASUAG, Thomke, connaît fort bien ses partenaires syndicaux : il n'a donc pas hésité un seul instant pour imposer sans plus de façon un plan social (lisez : patronal) que les dirigeants de la FTMH, Tschumi en tête, se sont empressés d'accepter. Et cela de la manière la plus grossière qui soit : prétendument discuté à Fontainemelon, ce plan est appliqué à Marin et ailleurs. En outre les travailleurs n'ont absolument pas été consultés ! Evidemment, après la résistance au "plan social" de ceux de Bulova, la direction syndicale a tout intérêt à recourir à la pratique du secret pour faire passer les quatre volontés patronales...*

*Mais il y a mieux, ou plus exactement pire, encore : avant même que les travailleurs concernés ne le sachent, les secrétaires syndicaux reçoivent la liste des licenciés. Ils se gardent bien de la faire connaître aux travailleurs et tentent alors d'y remplacer un membre du syndicat par un non-syndiqué dans la bonne vieille tradition bureaucratique de division du personnel. Ce genre de demande est évidemment régulièrement repoussé par la direction de l'ASUAG. A qui profite donc tant de complaisance, messieurs les secrétaires syndicaux ? En tout cas pas aux travailleurs de l'ASUAG, comme le montre l'entretien ci-dessous.*

**La Brèche :** Comment se sont opérées, ces six derniers mois, les restructurations à Ebauches ?

**P.-Y. Oppikofer :** La direction de l'entreprise a d'abord introduit le chômage partiel par étape : en août 1981, c'est un atelier de 20 personnes qui est mis au chômage partiel ; les patrons laissaient alors entendre que c'était provisoire. En fait, cela représentait clairement un premier test pour voir comment la FTMH allait réagir. Et le syndicat n'a presque rien dit. La porte était alors grande ouverte pour la généralisation du chômage partiel dès septembre, de manière très différenciée d'un département, d'un atelier à l'autre. Certains secteurs ne chômaient pas, faisaient même des heures supplémentaires, alors que d'autres ne travaillaient plus qu'à 40 o/o. Ils ont même introduit un système de chômage "rotatif" : les ateliers étaient ouverts 5 jours sur 5 mais les travailleurs devaient s'arranger entre eux pour prendre leur jour de chômage dans la semaine. L'objectif était très ouvertement de les pousser à faire la même production en quatre jours qu'en cinq et ainsi pouvoir économiser des travailleurs. Puis les événements se sont précipités. Avant Noël, ils ont encore intensifié le chômage partiel et fermé même tout le secteur de la production durant toute une semaine. La prise en main d'Ebauches SA par Thomke — le chef de l'ASUAG — a été suivie par l'annonce d'une vague de licenciements pour le mois de janvier. A fin décembre déjà la décision de fermer un atelier d'affichage digital est tombée. Les travailleurs de cet atelier ont été licenciés progres-

sivement chaque mois depuis fin septembre.

\* La direction a donc mené une politique de division à l'extrême, en licenciant tranche après tranche ?

— Oui, c'est exactement cela. Dès l'automne elle a procédé à des licenciements individuels, parmi les catégories les plus faibles, celles que le syndicat aurait le plus de mal à défendre, les travailleurs âgés, les femmes mariées. Sur tous ces cas, la FTMH n'a rien fait ; elle n'a même pas cherché à entreprendre quelque chose. Quant à la commission du personnel, elle avait connaissance des licenciements alors même qu'ils n'étaient pas encore publics. En se taisant elle a facilité la politique patronale des licenciements "en douceur", de manière étalée, éparpillée. Chaque semaine la direction procédait à des licenciements "discrets", mais les travailleurs ne se rendaient pas compte de ce qui se passait.

\* Avec les licenciements collectifs annoncés au début de l'année cette situation a-t-elle changé ?

— En mars on a eu l'annonce officielle des licenciements : 130 à Ebauches / Marin, la fermeture de Derby à La-Chaux-de-Fonds (50 travailleurs), et plusieurs centaines de licenciements à venir dans l'usine de Fontainemelon. Il y aura certainement d'autres licenciements à Marin. Car il s'agit d'un véritable démantèlement de l'entreprise : fermeture d'une ligne d'affichage digital et d'une de circuit intégré, dont les machines ont déjà été vendues en Angleterre et au Centre électronique horloger de Neuchâtel ; décision de fermer l'emboîtement des montres et de dé-

placer l'atelier à Bienne, à Microma. Cette dernière fermeture est présentée comme un déplacement. Mais c'est faux ! L'emboîtement ne se fera pas à Bienne, mais dans des succursales au Tessin entre autres, chez Diantus. Des menaces pèsent sur d'autres ateliers encore. Le caractère massif de l'attaque à l'emploi ne provoque pas de réaction organisée des travailleurs, à cause de la politique de division des patrons, du chantage permanent à la fermeture de toute l'entreprise.

\* Qu'a entrepris le canton de Neuchâtel face à cette dégradation constante de l'emploi ?

— Ebauches a construit un nouveau bâtiment à Marin, prévu initialement pour agrandir et créer de nouvelles lignes de circuits intégrés. Maintenant, ils ont annoncé qu'ils n'allaient pas le faire. Des bruits circulent comme quoi ils revendraient le bâtiment à Philips ! Or ce bâtiment a été construit avec l'aide de l'Etat. La loi sur la promotion de l'économie neuchâteloise met à disposition un fonds de 15 millions qui peut être utilisé pour favoriser soit la diversification soit l'implantation de nouvelles entreprises. Il ne s'agit pas d'un subventionnement direct, mais d'accorder des prêts avantageux, de cautionnement de prêts bancaires ou même de paiement des intérêts de ces prêts. Ebauches a très certainement reçu une aide de ce fonds, liée à leur promesse de créer 200 emplois. Mais aujourd'hui, qu'en restait-il ? Ne peut-on pas dire qu'il s'agit plutôt d'un véritable détournement de fonds publics au profit d'une entreprise privée ? Le Conseil d'Etat neuchâtelois a entrepris une autre démarche par rapport à l'emploi : une intervention auprès de l'OFIANT pour prolonger la durée des indemnités versées par les caisses de l'assurance-chômage. La réponse de l'OFIANT : que la situation n'est pas si grave que cela ! Sinon il n'y a eu aucune initiative réelle des autorités, alors que, dans le cadre légal actuel, certaines étaient possibles, comme l'encouragement au recyclage.

\* Et quelles ont été les réactions des travailleurs, du syndicat ces dernières semaines ?

— La commission d'entreprise qui comprend des syndiqués et des non-syndiqués n'a fait qu'entériner les décisions patronales. C'est d'ailleurs la direction qui la convoque, et elle ne s'est jamais réunie sans la présence de représentants patronaux. Pour les 300 licenciements, elle a été mise devant le fait accompli. La commission d'entreprise en a été informée en même temps que la presse ! Elle a respecté le secret sur toute une série d'informations, alors qu'elle n'était nullement tenue de le faire, même par la convention ! La direction l'a menée en bateau en lui faisant croire qu'elle était tenue par le secret. Elle a avalé toutes les couleuvres patronales.

Quant à la FTMH, elle n'a pas voulu réagir jusqu'à Noël, ce qui a permis au patron de se rendre compte à chaque pas qu'il pouvait aller plus loin. Nous avons eu, en mars, une assemblée du personnel convoquée à l'initiative du groupe syndical d'usine. 90 travailleurs y ont participé, c'était la plus forte participation depuis 1978. A cette assemblée une partie des travailleurs voulait refuser les licenciements, mandater la FTMH sur le maintien de tous les emplois, de l'appareil de production, en examinant les possibilités de reconversion de l'usine. Car c'est une entreprise ultra-moderne qui pourrait fort bien se reconvertir dans la micro-technique ou dans la production d'appareils de mesure par exemple.

Nous avons demandé qu'une expertise de la situation économique de l'entreprise se fasse sous le contrôle de la FTMH. Nous avons aussi proposé que des cours de recyclage soient organisés dans l'usine en utilisant l'appareil de production existant. A l'assemblée, nous étions divisés. Certains travailleurs préféraient accepter quelques centaines de licenciements plutôt que de "risquer" la fermeture de l'usine. Ils tombaient tête baissée dans le piège de l'argumentation patronale. Mais malheureusement le secrétaire de la FTMH, le collègue Delabays, a repris à son compte ces arguments. Il a même surenchérit et annoncé — après avoir dit qu'"il ne voulait pas en parler" — qu'un plan social était déjà en discussion, peut-être même signé, sur le "modèle" de celui de Bulova (c'est-à-dire la simple prolongation du délai de licenciement et le remboursement de la part patronale de la caisse de pension). La FTMH proposerait en outre que les travailleurs qui sont à 5 ans de l'âge de la retraite ne soient pas licenciés,

Saurer :

## MILLE EMPLOIS EN PANNE !

Début mars, la presse annonce, par euphémisme, un accord de "coopération" entre Saurer et Daimler Benz. Avec un souffle de satisfaction chauvine, les journalistes affirment : Saurer restera suisse ! En effet, dans le regroupement de Daimler Benz AG, Adolphe Saurer, Oerlikon-Bührle Holding AG et Mercedes Benz (Suisse) AG, Daimler Benz est minoritaire. En fait, la participation de Daimler Benz s'est faite dans la perspective de transformer Saurer en une simple usine de montage pour des camions de plus de 16 tonnes et des autobus. En 1979, déjà, Daimler Benz avait mis comme précondition à une participation la réorganisation radicale de la production de Saurer. Trois ans plus tard son objectif est atteint. La volonté des banques, entre autres l'UBS, n'y a pas été pour rien.

Usine de montage et démontage de l'emploi, voilà, en résumé, l'histoire de la fin de Saurer. Le groupe Saurer, en 1981, comptait 5 763 salariés. La maison mère 3 229. Dans le secteur poids lourds 2 000 salariés travaillent. Saurer produit aussi des machines textiles. La "coopération" avec Daimler Benz débouche sur la suppression de 1 000 emplois. Selon des avis autorisés, ce chiffre sera dépassé. La petite ville d'Arbon (Thurgovie) est secouée.

Le déclin puis la chute de Saurer illustrent deux aspects de la crise capitaliste. Premièrement, Saurer est frappée par la récession internationale de 1974-1975. Entre ces deux dates, les ventes chutent de 50 pour cent. La concurrence intercapitaliste s'exacerbe. Saurer veut entrer sur le marché mondial (Turquie, Centre-Afrique, Bolivie, Ghana). Elle se casse les dents. Les accords avec IVECO (Fiat) sont un échec. Les pertes se chiffrent à des dizaines de millions. Deuxièmement, un patronat de droit divin a conduit l'entreprise à l'enfer capitaliste : la quasi faillite ! Le sens du pouvoir et du secret, fondé sur le droit absolu de la propriété privée, de Charles Roost et du conseiller d'Etat radical Hans Munz était inversement proportionnel à leur capacité de gestion. Cela n'a pas empêché la Confédération d'épauler Saurer par ses commandes militaires et publiques. Voilà donc un exemple supplémentaire de l'échec d'un régime et du type de gestion qui lui est lié.

Ici, comme dans l'horlogerie, c'est en revendiquant — dès 1975 — la nationalisation sans indemnité (pour ceux qui ont reçu des prébendes durant des décennies), le maintien de l'emploi et la diversification que les syndicats auraient pu répondre à la politique catastrophique du patronat. Or, la FTMH, une fois de plus, a simplement accepté les licenciements.

C.A. U.

revendication à laquelle la direction a "répondu" en les mettant au chômage à 100 o/o. En fait la FTMH négocie un plan social derrière le dos des travailleurs et des syndiqués de l'entreprise !

A l'assemblée du personnel seule une pétition a été acceptée par la FTMH, qui demande à l'Etat et à la direction de l'usine de mettre sur pied des cours de recyclage dans l'usine, en collaboration avec les pouvoirs publics. La manifestation du 19 mars a été aussi une première réponse. Des travailleurs y ont pris part, en particulier des femmes de Derby. Cette manifestation unitaire a été l'ébauche d'une réaction ouvrière. Mais la FTMH n'a pas vraiment mobilisé, les secrétaires du syndicat n'y ont pas pris la parole. Il faut dire que le collègue Tschumi y était opposé...

\* Quelles sont les pas à entreprendre pour chercher malgré tout à organiser la riposte ?

— D'abord l'initiative du PSO pour une manifestation régionale devant l'ASUAG doit être soutenue. Il faut concentrer toutes nos forces pour faire reculer le trust ASUAG. Et dans l'usine une assemblée du personnel devrait avoir lieu, dans les délais les plus brefs, pour discuter de ce plan social et surtout chercher, malgré les divisions, à construire une solidarité ouvrière contre les licenciements.

## Cinq revendications principales

Ayant tiré, d'abord avec réticence, les leçons négatives des négociations conventionnelles autour d'un inventaire de revendications sans orientation précise, l'USL mit sur pied un catalogue de revendications en cinq points. Mandat était donné à la délégation de négociations de discuter d'abord complètement ce catalogue :

— élargissement du champ d'application du contrat collectif à tous les salariés qui participent à la production technique;

— mise en place d'une série de mesures "pour la sécurité de l'emploi";

— 5 semaines de vacances à partir de l'âge de trente ans, 6 semaines à partir de 50 ans et pour les apprentis;

— crédit en temps libre pour la compensation de travail de nuit;

— 13e mois complet pour tous les travailleurs professionnels et les auxiliaires.

## L'exemple de la "Verbandsdruckerei" à Berne

En novembre 1981 la direction de la "Verbandsdruckerei" de Berne décidait de renoncer à son secteur d'héliogravure, ce qui entraînait le licenciement de 120 travailleurs. Soit le plus grand licenciement de masse dans les arts graphiques depuis des décennies.

Tout le battage fait autour de ces licenciements s'est terminé par l'attribution de 200 000 francs pour le recyclage, de 200 000 autres francs pour les cas difficiles et de 500 000 francs sous forme de primes de "pont" pour la prévoyance vieillesse. Au total, moins d'un million de francs pour une entreprise dont le chiffre d'affaires annuel est de 41 millions !

Aurait-il été possible d'obtenir plus ? Une riposte syndicale différente aurait-elle été possible ? Certes :

\* lorsque la direction, au début, ne voulait même pas entrer en négociation sur un plan social, une grève d'avertissement de deux heures lui répondit. Elle aurait pu être élargie avec une orientation précise : suspension des licenciements jusqu'à

# Arts graphiques, convention des lithographes : SANS MOBILISATION, RIEN À FAIRE



photo Sergio Medina

\* DANS CE SECTEUR, QUI A VU DISPARAITRE 13 000 EMPLOIS EN 17 ANS, LE MAINTIEN DU VOLUME DE L'EMPLOI EST PRIORITAIRE. LES LITHOS NE L'OBTIENDRONT PAS SANS UNE DURE BATAILLE.

Lors des dernières négociations conventionnelles, en 1978, les lithographes obtinrent, quelques temps après les typographes, la semaine de 40 heures. Aujourd'hui, après six rencontres de négociations, pas une seule des cinq revendications principales n'est satisfaite, pas même le 13e mois. L'Union suisse des Lithographes (USL) — plus conservatrice que le Syndicat du Livre et du Papier (SLP) mais dont l'importance croît compte tenu du développement technique dans la branche — fait l'expérience que sans mobilisation il n'est aujourd'hui plus possible d'obtenir ne serait-ce que les miettes du gâteau patronal. En même temps, les licenciements et les fermetures d'entreprise nourrissent une ambiance de crise chez les syndiqués.

publication des plans de fusion et de rationalisation, encore obscurs (une partie de l'entreprise fonctionne toujours) et mise en place d'un programme général de recyclage (le recyclage actuel n'est qu'un pansement provisoire sous la forme de cours ultra-rapides d'une semaine). \* Chaque fermeture d'entreprise

doit devenir une affaire politique par un large travail d'information publique. Cela aurait été tout à fait possible dans le cas de l'imprimerie bernoise, très liée au bastion réactionnaire de l'Union démocratique du centre (UDC).

La lutte contre la suppression des emplois doit être placée au

centre des négociations conventionnelles et liée à plusieurs revendications. Le travail doit être réparti entre tous par le biais de la réduction du temps de travail et le refus de cadences de plus en plus inhumaines. Des programmes permanents et généraux de recyclage peuvent très bien être développés dans des ateliers polygraphiques d'apprentissage et de recyclage. La "Verbandsdruckerei" n'est qu'un exemple. Les particularités peuvent être à chaque fois différentes, mais la nécessité et l'utilité d'une stratégie syndicale seront toujours présentes.

## Une bureaucratie incapable

Alors que la bureaucratie du SLP ne bougeait pas le petit doigt dans l'affaire de la "Verbandsdruckerei", celle de l'USL lança une modeste campagne sur le thème : les erreurs de gestion sont à l'origine de tout

cela, c'est pourquoi nous exigeons un plan social. Dans cette logique elle essaya même, au début, de "convaincre" le patron de faire de nouveaux investissements.

Pas un mot sur la rationalisation, pas une seule tentative de mobiliser sérieusement les collègues contre les licenciements.

## Une tâche importante : stopper les suppressions d'emplois

Trois des cinq revendications principales de l'USL sont directement liées à la lutte pour la sécurité de l'emploi. Celle portant sur les vacances comme celle sur le travail de nuit sont des formes immédiatement applicables de réduction du temps de travail, qui, combinées avec une lutte contre l'augmentation rapide des cadences, créerait des emplois supplémentaires.

Sous l'angle de la "sécurité de l'emploi", il faut surtout mettre en avant le recyclage payé par le patron, une protection absolue contre les licenciements pour les travailleurs de 60 ans et plus et le financement d'un "fonds d'investissement" par l'association patronale.

Ces fonds, d'investissement ou de crise, qui serait surtout financé par les grandes entreprises, contient une logique très juste : il rend responsable non seulement le patron individuel mais l'ensemble du patronat de la branche des conséquences de sa politique de rationalisation. En outre, les jérémiades sur les "caisses vides" ne seraient plus un argument lors de fermeture d'entreprise.

Ces revendications principales sont adaptées à la situation et les structures de mobilisations sont aussi progressistes. Lorsqu'en 1978 les patrons renâclèrent devant la semaine de 40 heures, des "comités de grève" ouverts à tous les membres furent mis en place préventivement. Aujourd'hui les mêmes structures existent dans toutes les sections, elles s'appellent simplement "comités d'action".

Les conditions de départ sont ainsi favorables. Le grand danger réside dans le fait que les difficultés de lancement de la mobilisation puissent une nouvelle fois être utilisées pour justifier une capitulation sans conditions.

correspondant

## Landis &amp; Gyr (Zoug) :

## La compensation du renchérissement est maintenue

La direction de l'entreprise avait, croyait-elle, trouvé un bon moyen pour raboter la compensation du renchérissement : au lieu de la verser — comme de coutume — en avril, elle la paierait en juin. L'attitude de la Commission d'entreprise et la pression de l'opinion publique l'ont amenée à céder : une compensation de 6,2 o/o sera versée au 1er avril et les salaires féminins seront adaptés d'un cran supplémentaire, les adaptations réglementaires se faisant au 1er juillet.

"Même le directeur d'exploitation de la Landis & Gyr, Werner Schnyder, estime que le résultat des négociations est un succès de la Commission d'entreprise." (Luzerner Neuesten Nachrichten, 4. 3. 1982). Comment cela s'est-il passé ?

En février, la direction de l'entreprise plaça la Commission d'entreprise devant un choix qui dans tous les cas mettait en cause la compensation du renchérissement. La Commission d'entreprise ne céda pas et décida de recourir aux partenaires conventionnels, c'est-à-dire de mener des négociations nationales au niveau des fédérations syndicales et patronales. L'at-

titude ferme de la Commission d'entreprise et l'aspect "inopportuniste" des négociations au niveau national (le chef du trust Landis & Gyr, Gottfried Staub est en même temps le président de l'ASM, l'organisation patronale signataire de la convention) ne furent pas vraiment du goût de ces messieurs de la direction. Ils cherchèrent donc un accord avec la Commission d'entreprise.

## Le PSO à l'origine de "la pression de l'opinion publique"

Pendant que la direction de la boîte cherchait ce compromis, le

PSO distribuait un tract et publiait un communiqué de presse, repris par la presse écrite et parlée.

Le lundi (le tract avait été distribué le vendredi et le communiqué publié le samedi), la direction, sans en référer à la Commission d'entreprise, faisait savoir que, comme par le passé, la compensation du renchérissement serait garantie au 1er avril !

C'est un succès qui montre que lorsque la Commission d'entreprise ne se plie pas dès l'abord aux volontés patronales et ne recule pas devant la confrontation avec la direction, la résistance est possible. Dans ce sens, le PSO a distribué un nouveau tract, sous la forme d'une lettre ouverte aux travailleurs de la Landis & Gyr, qui souligne la portée de ce succès. Il appelle en outre les salarié(e)s de l'entreprise à se préparer dès maintenant à l'échéance (difficile) du renouvellement de la Convention collective de la métallurgie en 1983.

Bruno Bollinger



**ILS MENTENT À TOUR DE BRAS**

Pour donner un minimum de légitimité à leurs entreprises militaires, pour transformer la lutte des masses centro-américaines en une fable sur "l'expansion soviéto-cubaine", les dirigeants nord-américains ne reculent devant aucun mensonge, aussi grossier soit-il.

On a vu ainsi Haig, secrétaire d'Etat, brandir une photo de massacres d'indiens miskitos au Nicaragua, "preuve" évidente de l'existence du Goulag communiste. La photo en question avait été publiée par le "Figaro-Magazine", qui quelques jours plus tard devait reconnaître qu'elle avait été prise sous la dictature de Somoza...

Qu'à cela ne tienne : Haig possédait bien d'autres preuves encore. Oui, toutes du même acabit. Comme démonstration irréfutable de la présence de troupes nicaraguayennes aux côtés de la guérilla salvadorienne, il a fait venir à grand tapage un nicaraguayen capturé au Salvador. On allait voir ce que l'on allait voir. Malheureusement pour Haig, son témoin de choc s'effondra lors de la conférence de presse, expliquant que toutes ses affabulations sur sa formation militaire à Cuba et en Ethiopie lui ont été extorquées sous la torture et la menace; il n'a donc jamais reçu d'ordre de marche pour le Salvador, où il s'est rendu de sa propre initiative.

Jamais à court de ressources, notre diplomate-général va chercher alors dans l'arsenal de la réaction internationale la vieille baudruche de l'aide militaire soviétique. Les preuves ? Tout aussi solides que les autres : "Selon de multiples témoignages confirmés par les experts militaires occidentaux en poste au Mexique et en Amérique centrale, l'armement des guérilleros salvadoriens est encore très modeste, et à peu près exclusivement composé de matériel américain ou occidental. Leur système de radio-communication serait archaïque, et la plupart des transmissions d'ordre se feraient par simples messagers. (...) Selon les experts, une des principales faiblesses de la guérilla serait actuellement le ravitaillement en munitions (...)" (Le Monde du 25 mars 1982).

Haig n'est pas le seul à mentir ouvertement, l'exemple vient de haut. Le 28 janvier, le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, déclarait au Congrès américain que la junte salvadorienne avait fait des progrès dans le respect des droits de l'homme. L'extrait du rapport de Pax Christi que nous publions ci-contre permet de juger de ces progrès. Même la presse américaine n'est pas dupe de contre-vérités aussi flagrantes. Répondant à Reagan, l'éditorialiste du Washington Post, Colman McCarthy écrit : "Ronald Reagan parle de progrès à propos du Salvador. Il a raison. Il y a une année, en février, lorsque le gouvernement publia son célèbre Livre blanc sur 'L'ingérence communiste au Salvador', plusieurs semaines passèrent avant que ce document ne soit publiquement discrédité, étant partiellement truqué et complètement partial. Ce mois-ci, le discrédit est survenu presque immédiatement".

**LA FARCE ÉLECTORALE**

Mais il ne suffit pas aux dirigeants impérialistes de brandir une prétendue menace "cubano-soviétique" pour légitimer leur propre agression. Encore faut-il avoir des alliés quelque peu présentables. D'où l'organisation de consultations électorales complètement bidon, censées donner un semblant de légitimité politique aux oligarchies assassines en place au Salvador et au Guatemala. Dans ce dernier pays, la farce électorale, avec ses fraudes massives, sa répression militaire, a rapidement tourné à l'aigre pour déboucher sur un nouveau coup d'Etat.

Au Salvador, le démocrate-chrétien Duarte, président de la Junte, a bien fait les choses : alors que le Salvador compte plus de 2 millions d'électeurs, le président du Conseil central des élections a indiqué qu'il n'y avait qu'un million de bulletins de vote qui avaient été imprimés !

Quant au choix politique ainsi laissé à la moitié de l'électorat, il va du centre-droite (c'est-à-dire des membres de la junte elle-même !) à l'extrême-droite du major fascisant d'Aubuisson, qualifié de "tueur pathologique" par l'ancien ambassadeur US au Salvador, Robert White. Les Salvadoriens ont donc le choix entre la répression et davantage de répression. Cela dans un climat ainsi décrit par le Monde Diplomatique : "Les libertés fondamentales n'existent plus. L'exercice du droit syndical n'a plus de contenu concret. La presse dans son ensemble est soumise à une censure rigoureuse, et ceux qui l'outragent sont promis à une répression sanglante."

Les milieux de la science et de la culture font toujours l'objet d'une persécution systématique. Etudiants ou instituteurs sont assimilés à des "subversifs". L'exercice de la foi chrétienne est suspect. Le fait d'être associé à un pauvre est dangereux.

Il n'est donc guère étonnant que le Conseil central des élections se soit refusé l'appui d'un organisme indépendant comme la Fédération nationale des avocats : celle-ci a, en effet estimé qu'aucune des conditions nécessaires à un processus électoral n'était remplie." (Le Monde Diplomatique, mars 1982; nous soulignons).

La farce électorale est même tellement grosse que de nombreux pays ont refusé d'envoyer des observateurs; le gouvernement américain avait adressé cette demande à une soixantaine de pays, six seulement ont répondu positivement. Par contre, les "observateurs" US sont des spécialistes hautement qualifiés, puisqu'on y trouve Richard Scammon et Howard Penniman, tous deux vétérans de l'équipe qui supervisa les "élections" de 1967 au Sud-Vietnam. En voilà au moins deux qui ne seront pas dépayés !



1962 : lors de la "crise des fusées", les "Marines" américains débarquent à la base US de Guantánamo, sur territoire cubain.

El Salvador :

# LA GUERRE AMÉRICAINE

*Il ne se passe quasiment plus une semaine sans que Washington et le Pentagone accroissent leurs efforts et leurs préparatifs de guerre en Amérique centrale. Les élections salvadoriennes qui devaient être, selon la propagande de la junte et du gouvernement des Etats-Unis, le premier pas vers la consolidation de "la paix et de la démocratie" sont en fait un nouvel échelon de l'escalade militaire de l'impérialisme et de ses alliés locaux. Même si les GI's n'ont pas encore débarqué sur les plages du Nicaragua, de Cuba ou du Salvador, les Etats-Unis sont dès maintenant en guerre contre les peuples d'Amérique centrale. Les fauteurs de guerre sont à l'oeuvre, le mouvement ouvrier international et le mouvement pour la paix se doivent d'apporter une solidarité sans faille aux peuples nicaraguayen, salvadorien, guatémaltèque en lutte pour leur libération nationale et sociale.*

**DERRIÈRE LA MASCARADE, L'EFFORT DE GUERRE**

Tout ce remue-ménage ferait sourire s'il ne s'agissait de la vie et de la mort de centaines de milliers de paysans pauvres, de travailleurs, de femmes et d'enfants d'Amérique centrale.

Derrière le rideau de fumée de l'anticommunisme et des élections-bidon, les Etats-Unis entrent en guerre dans cette région du monde.

Le plan d'aide économique à l'Amérique centrale et à la Caraïbe de Reagan est pour une bonne part un plan d'aide militaire. Il contient en effet explicitement 60 millions de dollars pour l'aide militaire. Qui s'ajoutent ainsi aux 26 millions inscrits au budget régulier et aux 55 millions débouqués en catastrophe le 1er février pour permettre à l'armée salvadorienne de reconstituer son aviation, largement détruite par une attaque de la guérilla contre la base aérienne d'Ilopango. Il est prévu de faire passer l'aide militaire supplémentaire à la junte salvadorienne à 400 millions de dollars ces deux prochaines années.

L'engagement militaire des Etats-Unis se fait à plusieurs niveaux et pas uniquement sous forme d'aide matérielle et financière. Ainsi depuis plusieurs mois, un destroyer américain patrouille en permanence dans les eaux territoriales nicaraguayennes (Golfe de Fonseca), alors que le Nicaragua ne possède même pas de marine de guerre. Du 8 au 18 mars,

des manœuvres aéro-navales se sont déroulées dans le Golfe du Mexique, avec la participation de l'OTAN. Mais oui, cette OTAN dont certains osent prétendre ici en Europe qu'elle est le "dernier rempart de la démocratie" et qui s'empresse de donner un coup de main au protecteur américain pour écraser les peuples de la région. Le but officiel de ces manœuvres était de démontrer, selon le Miami Herald du 21 février "que les eaux du Golfe et de la Caraïbe sont considérées comme des artères vitales pour l'Occident". Le même journal ajoute cependant : "quoique les représentants officiels ne le disent pas si ouvertement, les manœuvres navales signifient aussi autre chose : que le blocus naval de Cuba n'est pas pure imagination".

Aide directe à la junte salvadorienne, menaces contre le Nicaragua — la CIA a reçu 19 millions pour préparer des actions paramilitaires contre ce pays — et contre Cuba : le tableau est parlant. Ajoutons-y l'entraînement d'une bonne partie des troupes salvadoriennes aux Etats-Unis (cf. La Brèche no 270 du 20. février 1982) et l'existence de camps militaires privés pour les contre-révolutionnaires nicaraguayens et cubains en Floride et en Californie (cf. La Brèche no 272 du 20 mars 1982). L'ensemble tient un langage clair : il ne manque que l'envoi de troupes pour que l'intervention US devienne directe et que les Etats-Unis soient ouvertement en guerre contre la révolution centro-américaine.

## LE RENFORCEMENT DE LA RÉSISTANCE

Le 15 février, le président de la Junte salvadorienne, Napoléon Duarte devait admettre : "Nous sommes en train de perdre le combat avec la guérilla dans les campagnes". Quelques jours plus tard, son ministre de la Défense, le général José Guillermo García justifiait le massacre de la population civile par le fait que "la totalité de la population à l'intérieur des territoires tenus par la guérilla fait cause commune avec elle" (Washington Post, 2 mars 1982).

Les actions menées ces derniers jours par le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) démontrent que non seulement une grande partie des campagnes lui appartient mais qu'il est aussi capable d'agir dans les villes, en particulier dans les quartiers populaires et périphériques de la capitale.

Ainsi lundi 15 mars, les guérilleros ont tenu pendant plusieurs heures Cuscatancigo, un faubourg de San Salvador. Voici le récit qu'en donne l'Agence France-Presse : "L'attaque (...) avait commencé lundi après-midi par l'explosion d'une bombe dans une voiture placée au milieu d'une rue du village. Aussitôt, plusieurs colonnes de guérilleros, sous les ordres du commandant Alejandro Montenegro, s'étaient introduites dans cette zone pour y dresser des barricades et interrompre la circulation routière.

La guérilla a ensuite appelé la population à se soulever. Elle a, par ailleurs, affirmé avoir bénéficié de la participation active des habitants pour l'édification de barricades.

Des porte-parole du FMLN ont affirmé qu'il s'agissait de la première attaque en plein jour contre un secteur de la capitale." (Libération, du 17 mars 1982).

Le lendemain, l'envoyé spécial de "Libération" assiste à un nouvel accrochage dans le même quartier. L'image qu'il donne de l'armée salvadorienne contraste fortement avec la capacité d'action de la guérilla : "Les balles finissent par se taire. C'est l'heure de passer les militaires en revue. Trois hommes manquent à un commandant. L'officier supérieur demande des explications. Le commandant ne connaît même pas les noms des trois 'disparus' : 'Ils ont dû partir avec les autres'..." (Libération, du 18 mars 1982).

Ce renforcement du FMLN s'accompagne d'un développement de ses bases arrières à la campagne. Plusieurs écoles de formation militaire ont été mises sur pied, des ateliers de production d'armes et de fabrication d'uniformes fonctionnent. Radio-Venceremos, que la junte avait cherché en vain à faire taire, est aujourd'hui rejointe par la voix de Radio Farabundo Martí qui émet depuis le nord du pays.



Près de Tegucigalpa, un instructeur US des "Bérets verts" apprend leur métier de tortionnaire à ces enfants honduriens, âgés de 13 à 16 ans. Lorsqu'ils sautent en parachute, il faut les lester pour en provoquer l'ouverture, leur poids n'étant pas suffisant. Pour leurs instructeurs, "lorsqu'ils auront 18 ans, ce seront de terribles soldats"...

Quel que soit le résultat des élections, la lutte se poursuivra au Salvador. Tout indique que des confrontations importantes se préparent. L'espoir de vaincre est immense dans les rangs du FMLN, comme en témoigne avec humour ce guérillero de la région de Morazan : "notre seul souci c'est l'éloignement de Morazan de la capitale : jusqu'à ce que notre colonne y pénètre, nos camarades de Chalatenango et de San Vicente y auront déjà bu toute la bière." (Der Spiegel, 22 mars 1982). Nous ne savons pas quand sa colonne pénétrera à San Salvador ni ce qu'il y trouvera exactement; mais nous pouvons déjà lui assurer que jusqu'alors et au-delà, jusqu'à la défaite finale de l'impérialisme américain, nous serons à ses côtés.

Eric Peter

# Les USA soutiennent un génocide

Nous publions ici quelques extraits d'un important rapport de Pax Christi International sur la situation des "droits de l'homme" au Salvador<sup>1)</sup>, ce pays dirigé par un "démocrate-chrétien" : Duarte !

"Si l'on s'en tient à la seule année 1981, les chiffres sont impressionnants : 8 316 morts du 1er janvier au 31 mai, 10 228 morts du 1er janvier au 31 août (évaluation fournie par le Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador).

"Sur ces 10 228 morts, 4 075 sont des paysans, 4 909 n'ont pas été identifiés; le reste se répartit dans tous les secteurs de la population : employés (429), ouvriers (302), étudiants (301), commerçants, maîtres d'école, professionnels divers, journalistes (2), religieux (4). (...)

"Ici aussi, comme au Guatemala, la disparition forcée fait partie intégrante de la vie des citoyens. C'est par dizaines que, chaque jour, les familles de personnes disparues viennent trouver les services du Secours Juridique de l'Archevêché et de la Commission des Droits de l'Homme, à la recherche d'un père, d'un frère, d'un mari, d'un ami, d'un compagnon. (...)

"La torture apparaît de manière évidente sur les corps des personnes ainsi retrouvées : traces de coups, décapitations, viols des femmes et des jeunes filles. Parfois, la tête est retrouvée à plusieurs mètres du corps; parfois, plusieurs têtes sont retrouvées au même endroit. La même recherche de mises en scène macabres, soulignée pour le Guatemala, se retrouve au Salvador : foetus disposés à côté de la mère; tête du mari ou du compagnon trouvée dans le ventre ouvert de la femme ou de la compagne.

"Que les cadavres soient dévouverts nus ou vêtus, ils sont toujours dépourvus de documents d'identité, souvent dans des zones éloignées du lieu de l'assassinat, ce qui rend l'identification extrêmement difficile. (...)

"Les catégories sociales touchées par la disparition : les trois catégories les plus atteintes sont les étudiants (272), les paysans (229) et les ouvriers (222), le reste se répartissant entre les employés, domestiques, commerçants, professeurs, journalistes, etc., et 42 inconnus.

"Enfin, dans la plupart des cas, les forces publiques à l'origine de la capture ont pu être identifiées : pour 241 cas, il s'agissait des "corps combinés", pour 183 autres, d'agents en civil; 175 par l'armée, 91 par la police nationale, 47 par la police rurale, 18 par la force aérienne; pour 30 cas, les auteurs de la capture n'ont pu être identifiés; (...)

"Le peuple salvadorien est victime d'un génocide. La deuxième Junte civico-militaire, installée en janvier 1980, a mis en place toute une législation d'exception et le pays se trouve en état de siège permanent. Aucune liberté civile et politique n'existe. Et les Droits de l'Homme sont bafoués dans la législation même, puisque les droits des détenus et inculpés sont supprimés et que la torture y est légitimée. (...)

"La politique de répression s'étend maintenant aux opposants potentiels et il suffit d'appartenir à certaines catégories sociales (exemple : les jeunes, les paysans) pour se trouver en réel danger.

"Dans la plupart de ces massacres et assassinats, les forces armées salvadoriennes et les organisations paramilitaires d'extrême-droite coopèrent étroitement. Il est établi que la Junte civico-militaire est directement responsable de cette politique de génocide, une politique qui dépasse maintenant les frontières du pays (massacres de réfugiés salvadoriens au Honduras).

"Le Gouvernement des Etats-Unis, qui accorde un appui inconditionnel à la Junte et qui a multiplié ses livraisons d'armes et son assistance militaire technique, porte une lourde responsabilité dans cette situation."

1) Pax Christi International a publié quatre rapports concernant la situation des "droits de l'homme" aux Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. Les lecteurs peuvent se procurer ces rapports au prix de 24 francs à l'adresse suivante : Pax Christi, section Suisse romande, 3, rue Argand, 1201 Genève. CCP 12 - 39 01 Genève.

## LE BÂTON ET LA CAROTTE

Le 15 mars, les combattants du FMLN occupaient une partie de San Salvador. Parallèlement, de grandes manœuvres diplomatiques prenaient leur essor. Le mot-clé est celui de "négociations". Un terme utile pour faire écran de fumée.

A l'ombre des "prises de contact", réunions secrètes (dont tout le monde parle !) et autres déclarations sibyllines, les Etats-Unis continuent leur effort de guerre en Amérique centrale. Ils accentuent l'aide financière et militaire aux dictatures. A Fort Bragg, 1 600 soldats et officiers salvadoriens sont entraînés. Ils renforcent leur présence dans la région (Costa-Rica, Golfe Fonseca, etc.). Les mesures de "déstabilisation" du Nicaragua vont bon train.

Cependant, malgré les centaines de millions de dollars consacrés à empêcher que des peuples puissent prendre en mains leur destin, nombreux sont les obstacles qui se dressent sur la voie empruntée par Reagan et Haig.

Premièrement, la crise des classes dominantes en Amérique centrale est très vive. Les affrontements entre partis bourgeois au Guatemala, après la farce électorale du début mars, en sont une expression. Le récent coup militaire en est un autre. Il en va de même au Salvador. Les incertitudes qui entourent les élections frauduleuses du 28 mars le traduisent bien. Faillite économique, corruption institutionnalisée, perte de base sociale, tout cela concourt à miner des bourgeoisies déjà anémiques. Les armées sont elles-mêmes lentement rongées par la pourriture des oligarchies. L'impérialisme américain peine pour trouver des relais un peu solides afin de mener à bien ses projets contre-révolutionnaires.

Deuxièmement, au sein même de la citadelle impérialiste, plus de 80 pour cent de l'opinion publique s'oppose à un engagement militaire direct des Etats-Unis. Seul 16 pour cent des personnes interrogées désire le maintien de l'aide militaire et économique (Le Monde, 24 mars 1982) ! Cette opposition risque de converger avec deux courants qui creusent leur chemin dans la population des Etats-Unis : tout d'abord le mécontentement profond face à une crise sociale très ample; ensuite, un mouvement ascendant en faveur du désarmement.

Dans un tel contexte, l'administration Reagan est contrainte de moduler sa politique. Elle met deux fers au feu. L'un, c'est la traditionnelle politique de "counter-insurgency". C'est le bâton. Elle la privilégie. L'autre, c'est celle des manœuvres diplomatiques : la carotte. Elle devrait permettre d'émousser quelques oppositions intérieures, des contradictions avec la bourgeoisie mexicaine et des gouvernements d'Europe et, enfin, de réorganiser le dispositif d'intervention en Amérique centrale. Mais un haut fonctionnaire de Reagan ne cache pas les vrais espoirs de l'administration. "Une des raisons, dit-il, pour encourager la médiation mexicaine réside dans l'espoir de l'échec des négociations... le gouvernement mexicain serait mieux à même d'apprécier, alors, la menace que représente pour lui l'immixtion cubaine et soviétique en Amérique centrale. Nous voulons qu'il apprenne." (International Herald Tribune, 18 mars 1982.) On ne peut être plus clair.

La bourgeoisie mexicaine veut, elle, une médiation, pour endiguer la montée révolutionnaire, entre autres dans ce Guatemala qui se trouve à sa porte. Elle craint qu'une intervention des Etats-Unis n'ouvre une crise politique historique chez elle. L'essor d'un mouvement anti-impérialiste et anti-interventionniste massif au Mexique même rendrait caduque sa démagogie nationaliste populiste traditionnelle.

Quant au gouvernement français, le voyage express de Mitterrand à Washington indique son souci, malgré les divergences avec Reagan, d'éviter l'essor de la révolution en Amérique centrale. Selon le Herald Tribune du 20-21 mars 1982, un "confident" de Mitterrand aurait déclaré à cette occasion : "Au lieu d'insister sur une solution claire et nette, les Etats-Unis devraient adopter un mélange de force et de dialogue... qui pourrait réussir à long terme". Un aveu de taille sur le projet des socialistes français de la 11ème Internationale dans cette région du monde.

La bureaucratie soviétique ne doit certainement pas ménager ses efforts pour pousser Cuba et le Nicaragua à la conciliation. Elle ne désire pas supporter, à coups de 3 milliards de dollars par an, un autre Cuba. Elle ne rechigne pas à prouver sa "bonne foi" à Washington.

Les pressions qui s'exercent sur les révolutionnaires salvadoriens sont donc fortes et multiples. Un des effets escomptés par les stratèges, c'est d'instiller la division dans les rangs du FMLN et de faire ressortir un secteur social-démocrate. Jusqu'à maintenant, le FMLN n'a pas laissé planer le moindre doute sur son refus d'accompagner des négociations d'une renonciation à sa force militaire et à ses positions stratégiques. Voilà l'essentiel. Face au ballet des diplomates, la solidarité active avec le FMLN doit se renforcer.

24 mars 1982, Ch.A. Udry



Les bourgeois paniquent ! Leur virulence dans le débat au Conseil de Ville a été à la hauteur de leurs intérêts politiques, de leurs normes moralistes et de leurs liens (familiaux et amicaux) avec le corps médical. Le ton était d'avance donné par la prise de position virulente de l'Association des médecins du Seeland qui craint qu'une polyclinique — étatisée — sur la problématique de la sexualité n'entraîne d'autres groupes de la population à demander d'autres institutions gratuites... Quant au Dr Künzli, sa lettre adressée à tous les conseillers de ville met en garde contre la mauvaise qualité des futurs services du CISC (sur quelle base l'affirme-t-il ?) et contre l'incompétence des politiciens à juger dans un tel domaine.

Centre d'information sexuelle et de consultation (CISC) à Bienne :

## Et s'il faisait des petits ?

- \* LES BOURGEOIS S'OPPOSENT AU PROJET ET ANNONCENT UN RÉFÉRENDUM
- \* L'EXEMPLE DU CISC POURRAIT ÊTRE CONTAGIEUX ET GRIGNOTER LEUR GALETTE

**Radicaux, Evangélistes, démo-chrétiens ont peint le diable sur la muraille**

\* Ils nient l'ampleur du besoin alors que le Planning familial de Bienne n'est ouvert que... 4 heures par semaine pour la ville et toute la région Jura-Seeland;

\* ils craignent pour la morale : Gmünder (indépendant) déplore que les psychologues créent les malades et Schaer (Evangéliste) que l'on "va vers l'étatisation de l'intimité", et le Dr Rossier (démocrate-chrétien, Oui à la vie), craint que les indications socio-médicales strictes ne soient outrepassées... alors que l'information sexuelle reste interdite dans les écoles du canton de Berne !

\* ils protègent les deniers publics du "gaspillage" : "en ces temps difficiles, la ville de Bienne ne peut se payer ce risque" (Dr Rossier)... alors que le coût annuel du CISC évalué à 300 000 francs représente le revenu annuel de chacun des médecins !

Ce sont là quelques exemples des arguments avancés au cours de plus de deux heures d'un débat nourri. Les socialistes ont défendu vigoureusement le projet du CISC; la majorité socialiste du Conseil municipal l'a soutenu. Lors du vote, pas un socialiste n'a hésité. Vu la polarisation du débat, l'Entente biennoise s'est aussi rangée du côté du projet.

Les bourgeois viennent de placer Berthoud à l'exécutif. Ils ont mené une des plus grandes batailles antisociales contre la gauche unie et les "opposants" de l'Entente. Ils annoncent le référendum et pourront

bénéficier de publicité dans les salles d'attente des médecins et dans les journaux locaux.

Le comité du CISC et les organisations de la gauche mèneront une campagne pour conquérir enfin l'ouverture du Centre.

M.-T. Sautebin

### Que sera le CISC ?

Ce sera un centre offrant notamment :

- l'information sexuelle et la contraception,
- l'information pré- et post-natale,
- des contrôles gynécologiques et traitements,
- des conseils lors de demandes d'interruption de grossesse et la prise en charge des démarches nécessaires.

Une équipe "socio-psychomédicale" assurera ces services en lien avec les usager(e)s.

### Quand naîtra le CISC ?

Une initiative lancée par un comité a été déposée en novembre 1978. Deux contre-projets successifs ont été élaborés par les autorités. Le second soumis à la discussion au Conseil de ville du 18 mars a recueilli l'approbation du comité d'initiative, vu qu'il respecte de très près la conception originale.

Le Conseil de ville a voté en faveur du CISC par 33 voix (l'ensemble de la gauche plus l'Entente biennoise) contre 22 voix de droite (faisant le plein à une voix près). Mais les partis bourgeois font opposition, et annoncent un référendum.

Parti du Travail (PdT), Zurich :

## Après la débâcle électorale, approfondissement de la crise

Lors des élections communales du 7 mars, le Parti du travail (PdT) a perdu les deux tiers de son électorat : alors qu'il avait 2 679 électeurs en 1978, il ne lui en restait plus que 831 en 1982, ce qui provoqua la perte de son dernier siège au parlement communal. Cette débâcle a eu pour effet immédiat de stimuler la crise interne qui couvait déjà depuis des années.

Il ne faut pas oublier à cet égard que le PdT disposait au sortir de la Deuxième Guerre mondiale de 15 o/o des voix à Zurich, alors qu'aujourd'hui il ne lui en reste plus que 0,7 o/o. A Bâle l'on constate une évolution analogue, où, de 31 sièges en 1947, la députation du PdT au Grand Conseil de Bâle-Ville est passée à 6 sièges lors des dernières élections. En dehors de Zurich et Bâle, le PdT n'est plus présent sur le plan parlementaire local. A Berne il n'a même pas réussi à mettre sur pied une liste pour les prochaines élections cantonales. Si l'on ajoute à cette description le recul du PdT au Tessin où une partie de ses membres souhaite ouvertement la fusion avec le Parti socialiste autonome (PSA), l'on doit admettre que le PdT est menacé de disparition totale en dehors de quelques fiefs traditionnels en Suisse romande.

En effet, pour un parti qui, depuis fort longtemps, est devenu parlementariste et réformiste à tous crins, sa disparition des parlements locaux équivaut pratiquement à la mort.

Il n'est donc pas étonnant de lire, dans le "Vorwärts" (organe alémanique du PdT), sous la plume de René Lechleiter, vieux cadre stalinien du parti, une critique acerbe de ceux qui ont mené la campagne électorale zurichoise. Selon lui, la campagne électorale n'a pas eu d'orientation claire et le matériel de propagande était incompréhensible (sic !).

En réalité, le PdT zurichois, qui compte environ 200 membres inscrits, a été touché par les répercussions de la crise du stalinisme à l'échelle internationale, par son incapacité à s'adresser aux nouvelles formes de radicalisation, en particulier les mouvements féministes,

antinucléaires et jeunes, et par son réformisme plat et indigeste. Cette crise du PdT se traduit par une coupure entre une vieille garde stalinienne et une aile eurocommuniste qui forment deux tendances presque égales, la seconde étant légèrement minoritaire. Les "eurocommunistes" s'attendent soit à une expulsion ou à une scission de leur part. Déjà, l'un d'entre eux, F. Cahannes, a été suspendu de la direction cantonale du parti. D'autres, du même secteur du parti, ont lancé, à partir de l'Association des étudiants marxistes (anciennement liée au PdT), une initiative pour un regroupement des forces des POCH, de l'aile "eurocommuniste" du PdT et de la gauche du PS. A Bâle, il semblerait que 30 membres aient quitté durant la dernière année le PdT, laissant la place nette aux néo-staliniens proches du très promoscovite PC d'Allemagne fédérale. On en saura un peu plus quand les résultats du congrès cantonal du PdT zurichois du 27 mars seront connus. A suivre donc...

correspondant



photo Sergio Medina

Contrôle des prix :

## MANŒUVRES ET SABOTAGE

La majorité bourgeoise, presque au complet, a refusé au Conseil national comme au Conseil des Etats l'initiative visant à empêcher les prix abusifs, lancée par la Fédération Romande des Consommatrices. Outre la gauche, seuls les indépendants et les évangélistes, cinq radicaux et un démocrate-chrétien ont soutenu le projet. La même majorité bourgeoise a soutenu le contre-projet du Conseil fédéral. On aura donc à nouveau la formule de l'initiative et du contre-projet opposés, manœuvre qui peut déboucher sur un double refus !

L'initiative exige un contrôle permanent des prix, spécialement de ceux des cartels, avec possibilité de les abaisser "si le but l'exige". Le contre-projet ne vise qu'un contrôle limité aux cas où l'inflation augmente fortement (comme ce fut le cas en 1972 et en 1979).

### Un contrôle bien faible...

Seuls les intéressés contestent encore que les cartels maintiennent des prix élevés et "abusifs". C'est pourtant évident dans des secteurs comme les installations sanitaires, électriques ou les appareils ménagers et les automobiles si l'on compare les prix avec ceux de la République fédérale allemande, où le contrôle est très strict. Dans l'alimentation, les grands distributeurs ont depuis longtemps imposé leurs prix aux détaillants, cassant partiellement ceux-ci, mais les prix cartellaires subsistent dans des domaines

comme le chocolat, la bière et autres boissons.

Tout le monde s'accorde d'ailleurs pour dire que l'Etat bourgeois n'a guère de moyens pour baisser en permanence les prix "abusifs", tant les marges de manœuvre des entreprises et leurs relais dans l'appareil d'Etat sont grands. Le scandale des prix hypothécaires l'a encore montré (cf. La Brèche no 266 du 5 décembre 1981). Dans le domaine agricole, un tissu de cartels, soutenus par l'Etat, existe où celui-ci participe lui-même à la formation de "prix cartellaires" (produits laitiers, farine, etc.).

### ... mais qui dérange

La Fédération des Consommatrices s'illusionne donc quand elle prétend que l'Etat pourrait "accorder une certaine protection" en la matière. Mais pourquoi le bloc

bourgeois s'y oppose-t-il ? Leur but, avec le contre-projet, est évidemment de couler toute l'affaire, afin de permettre aux capitalistes de garder les "mains libres" dans leurs affaires. De plus, il y a une différence entre devoir justifier une hausse (contre-projet) ou subir un contrôle sur la formation des prix (initiative). Cette seconde variante permettrait de mettre sous la loupe les marges des banques dans le commerce hypothécaire, les prix des trusts du ciment de Schmiechheiny ou ceux des importateurs d'automobiles.

Georges Kestenholz

### Qu'est-ce qu'un cartel ?

Un cartel est une entente entre des entreprises indépendantes d'un même secteur — ou ayant une production analogue — visant à assurer les profits par la fixation commune des prix, le partage du marché, le contingentement de la production ou de la distribution. L'accord se fait en laissant au plus faible une marge bénéficiaire — ce qui laisse aux plus concurrentiels une marge pour des surprofits ! Selon le droit suisse, les cartels sont fondamentalement autorisés, exceptés les cas éventuels où leurs effets seraient "nuisibles pour l'ensemble de l'économie".

## France, après les cantonales :

Les résultats des cantonales françaises montrent l'effritement, sur le plan des voix, de la majorité PS-PC. Elle perd à la fois sur sa droite et sur sa gauche. Ce tassement électoral exprime sans aucun doute le piétinement du changement, attendu par les travailleurs au soir du 10 mai. C'est la sanction d'une politique qui concrètement n'a pas répondu aux espoirs, à l'enthousiasme même de ceux et celles qui voulaient en finir avec les licenciements, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat. Les tergiversations et concessions du gouvernement de gauche au patronat ont laissé ces derniers mois le terrain libre à une campagne musclée de la droite. La centrale patronale (le CNPF), le syndicat des cadres (CGC), le syndicat des exploitants agricoles (la FNSEA) sont montés en première ligne pour soutenir Chirac et Lecanuet. Malgré les sourires et les milliards versés comme subventions, les partis réformistes apprennent, à leurs dépens, que l'on n'apprivoise pas ainsi le patronat !

Au moment où les intérêts entre travailleurs et bourgeois s'affirment clairement, dans la réalité, comme fondamentalement inconciliables, les représentants des radicaux de gauche au gouvernement prennent leur distance et jouent le rôle pour lequel Mitterrand et Marchais les avait engagés, celui de l'allié bourgeois inquiet par le changement, qui va trop loin. Même si cela ne fut que faux pas,

## CHANGER DE CAP

Il est significatif de la contradiction qui existe pour un gouvernement élu par les travailleurs mais menant une politique qui continue à leur faire payer la crise. Car depuis 10 mois, la principale préoccupation de Mauroy a été de rassurer banquiers et capitalistes à propos des nationalisations, du nucléaire, de la sécurité sociale ou du temps de travail. Or les salariés n'ont pas chassé Giscard et Barre pour continuer à devoir se serrer la ceinture ! Ils ont montré leur volonté en se mobilisant contre l'ordonnance sur le temps de travail dictée et appliquée par le CNPF. Plus d'un million de travailleurs en grève en janvier et février ont obtenu par leur action une diminution du temps de travail sans perte de salaire et plus importante que celle prévue par l'ordonnance des 39 heures ou les accords interprofessionnels négociés au sommet. C'est la seule voie efficace pour riposter à l'arrogance de la droite, pour inscrire le changement dans la réalité.

L'échec des cantonales ouvre une discussion à l'intérieur même du Parti socialiste français (PS) quant à l'orientation de la politique gouvernementale. Rocard, qui avait prêté avec beaucoup de finesse politique la défaite de Mitterrand (!) y va de son petit couplet sur la nécessité "d'un profond pacte social sur les objectifs de la transformation de notre société, inscrit dans la durée, équilibré selon les priorités du possible (...). Il n'y a pas de changement sans solidarité et pas de solidarité sans effort".

De son côté, la direction du PS parle de "réussir le redressement économique", "d'amplifier la lutte contre les inégalités sociales pour des changements concrets dans la vie quotidienne des travailleurs", "de se donner les moyens d'appliquer ce qu'on décide". Que l'on accentue encore la volonté de trouver un compromis avec les capitalistes comme le fait Rocard ou que l'on utilise mieux les possibilités données par l'action gouvernementale comme le propose le bureau exécutif du PS, le projet du PS et du PC — soucieux lui aussi de "coller" à la politique gouvernementale — se heurte aux réalités de la lutte des classes, à la toute-puissance du patronat, au sabotage des banquiers, en un mot aux intérêts de classe de la bourgeoisie française. Que l'on veuille ou non, que l'on tienne discours lénifiants ou enflammés, il n'est pas possible d'éviter la confrontation sociale et politique avec la droite. Toute la question est alors de savoir, si l'on recule sans combattre, en désorganisant les rangs des travailleurs ou si l'on prépare ces batailles et les victoires de demain par une politique d'unité et de mobilisation des travailleurs sur des objectifs de lutte anticapitaliste.

J.-M. Dolivo



Belgique :

# Dans la rue contre l'austérité

Depuis trois semaines, la Belgique, et tout particulièrement sa province wallonne, vit au rythme d'un affrontement social d'une ampleur inégalée depuis des années. Grèves, blocages de trains, occupations de banques se succèdent mobilisant des milliers de travailleurs. La vague actuelle a culminé avec les violents heurts qui ont conclu la manifestation de 20 000 sidérurgistes le 13 mars à Bruxelles et qui ont fait plus de 200 blessés dont 182 gendarmes. De nouveau, resurgit le spectre de la grande grève générale de 1960-1961, qui avait alors paralysé le pays.

A l'origine du mouvement en cours, la crise de l'industrie de l'acier en Wallonie, qui a perdu 20 000 emplois en dix ans. Le plan de restructuration de ce secteur, décidé par le précédent gouvernement en mai 1981 avec l'aval des syndicats, prévoyait une capacité de production de 8,5 millions de tonnes pour le groupe Cockerill-Sambre, qui est issu de la fusion des deux bassins sidérurgiques de Liège et Charleroi. La réalisation de ce projet impliquait le maintien de 10 000 emplois dans chaque bassin, des investissements équivalant à 27 milliards de francs belges (environ 1 milliard de francs suisses) et la construction d'une nouvelle coulée continue à Seraing.

### Les plans Davignon-McKinsey

Mais comme ses partenaires, le gouvernement belge s'inscrit dans un accord conclu au niveau européen qui prévoit l'arrêt des subventions étatiques à cette branche à partir de 1985. Une commission présidée par Etienne Davignon supervise la mise en oeuvre des restructurations (quotas de production, niveau des subventions) ce qui lui donne le droit de rejeter les différents plans nationaux. Ce qu'elle a fait le 8 mars dernier pour la Belgique en ne donnant son accord que pour 21 milliards d'aide en en préconisant une nouvelle limitation des capacités de production. Le blocage de six milliards de crédits hypothéquera en particulier l'ouverture de la coulée de Seraing et entraînera 3 500 pertes d'emplois supplémentaires. Or, le projet initial comprenait déjà 4 500 licenciements.

Parallèlement, les travailleurs étaient informés du contenu du rapport de la société américaine McKinsey, chargée par la commission européenne d'une étude de rentabilité de ce secteur et dont les conclusions servent de base au verdict du 8 mars. Celui-ci concluait en effet à la nécessité de ne pas dépasser une capacité de production de 5,9 millions de tonnes.

Les derniers événements fournissent une leçon précieuse. Derrière les décisions de la commission Davignon se profilent les projets minutieux et les luttes d'influence des grands groupes financiers internationaux qui contrôlent la sidérurgie européenne. Les projets de la CEE auront pour conséquence la réorganisation de tout le schéma de production de Cockerill-Sambre, le bassin de Liège étant amené à passer des accords de coopération industrielle avec l'industrie allemande et hollandaise, celui de Charleroi se tournant vers la société luxembourgeoise Arbed.

### "Vendre des fleurs pour survivre"...

Pour les travailleurs, de tels objectifs sont catastrophiques. La Wallonie, ancienne région industrielle de Belgique, se trouve fortement affectée par la crise de secteurs traditionnels comme le charbon, le textile ou l'acier. Elle a perdu des dizaines de milliers d'emplois. Lors de la manifestation du 16 mars, un sidérurgiste exprimait bien sa crainte de voir se créer un véritable désert : "Nous nous battons pour nos enfants. Pour nous c'est fini. Mais eux, vont-ils devoir vendre des fleurs dans la rue pour survivre ?".

Le soulèvement de la Wallonie ouvrière conflue avec un rejet massif des plans d'austérité du gouvernement de Wilfried Martens. Après s'être doté de "pouvoirs spéciaux" pour remettre en cause "l'index" (la liaison des salaires à l'indice des prix) et avoir décrété une forte dévaluation de la monnaie, il vient de rendre publique une troisième tranche de mesures anti-ouvrières. Afin de réduire le déficit budgétaire, les crédits affectés aux indemnités de chômage, aux allocations familiales, aux retraites et à l'éducation sont considérablement amputés tandis que les tarifs des postes et du téléphone sont majorés de même que les cotisations des salariés à la Sécurité sociale.

Conséquence de l'ensemble du

plan d'austérité : une baisse importante du pouvoir d'achat. On estime que le blocage de "l'index" entraînera une diminution de 4 à 6 o/o de celui-ci. De plus, dans certaines entreprises en difficulté, comme à la SABENA (compagnie aérienne nationale) le pouvoir exige une baisse de 5 o/o des rémunérations. Le chômage va faire un bond spectaculaire, dans un pays qui compte déjà un demi-million de sans-travail. A titre d'exemple, les cinq milliards d'économies décrétés dans les chemins de fer laisseront sur le carreau 6 000 employés.

### L'obstacle de la division

L'ampleur de l'offensive bourgeoise explique la vive réaction des travailleurs. Le mouvement s'étend comme une traînée de poudre et n'épargne pas la Flandre, pourtant moins touchée par les décisions gouvernementales. Le port d'Anvers a été ainsi paralysé 24 heures le 16 mars. La mobilisation a d'emblée un caractère politique. Les cibles des manifestations ouvrières sont essentiellement les locaux des partis au pouvoir (celui du Parti libéral à Liège a été saccagé) et les sièges des grandes banques.

Un obstacle de taille devra pourtant être surmonté : la division syndicale. Si dans la sidérurgie et dans certains secteurs comme les chemins de fer le front commun syndical a été réalisé, il n'en va pas de même au plan national où la centrale chrétienne (CSC, proche du Parti social-chrétien) refuse toute unité avec la Fédération générale du travail (FGTB, socialiste) et prône l'aménagement des plans de Martens. Seule la FGTB a appelé à cinq jours de grèves interprofessionnelles tournantes. Ce sectarisme est d'autant plus grave que les heurts entre appareils syndicaux recourent une division entre régions, la FGTB étant majoritaire dans la province francophone et la CSC dominant chez les Flamands.

La CSC a appelé à une manifestation de masse à Bruxelles le 27 mars. La radicalisation de la classe ouvrière conduira-t-elle les dirigeants syndicaux à en faire une initiative unitaire ? C'est ce qui s'imposerait alors que le grand quotidien bruxellois *Le Soir* écrivait le 17 mars à propos de la situation en Belgique : "La marmite sociale est lentement arrivée, en deux mois à peine, au point-limite avant l'ébullition".

Christian Picquet



La milice protège les bâtiments gouvernementaux à Varsovie.

Pologne :

# NOUVELLES DE LA RÉSISTANCE

\* "SOLIDARNOŚĆ" N'EST PAS MORTE : TRACTS, BULLETINS, MANIFESTATIONS TÉMOIGNENT DE SA VITALITÉ

"Dans seize départements, de nouveaux cas d'inscriptions murales hostiles, de distributions de tracts ainsi que de fausses informations concernant une prétendue action de protestation en Silésie, ont été constatés. (...) Dans certaines entreprises, on note une recrudescence de l'activité clandestine de Solidarność. Ainsi, à la mine 'Katowice', une quête pour venir en aide à un mineur interné a été organisée. Sur les chariots de cette mine, on a relevé des inscriptions du type : 'L'hiver est à vous, le printemps sera à nous'. (...) Dans la mine 'Czerwone Zagłębie' (Bassin rouge) de Sosnowiec, environ 115 tracts visant à inciter à la révolte, ont été diffusés. On peut y lire des choses comme : 'Après la nuit noire de la terreur, le jour éclairé par la force de Solidarité se lèvera. (...) Citoyens, ne vous laissez pas intimider. Levez vos têtes dignement et vous verrez comment des milliers de syndicalistes mènent une nouvelle bataille pour une Pologne libre et démocratique' (...)."

Cette longue citation est extraite du très confidentiel *Informateur du bureau gouvernemental de presse* daté du 3 février 1982<sup>1)</sup>, dont tous les exemplaires sont numérotés et ne parviennent qu'aux bureaucrates hauts placés dans la hiérarchie.

Défait mais non brisé, c'est en ces termes que nous avons caractérisé l'état du mouvement ouvrier polonais après le coup d'Etat bureaucratique du 13 décembre 1981. Les informations qui parviennent de Pologne confirment cette appréciation. Dans quatre régions — Gdansk, Cracovie, Varsovie et Wrocław —, des directions régionales du syndicat se sont recomposées, formées par les dirigeants qui ont réussi à échapper aux arrestations. Par ailleurs, "on note un développement en cascade, dans l'ensemble du pays, du réseau des Cercles de résistance sociale Solidarność (Kola Oporu Społecznego — KOS), regroupant chacun 5 personnes. Chaque membre d'un KOS fonde un nouveau KOS, un cercle clandestin de résistance qui colporte la presse, collecte et diffuse les informations, organise l'entraide et les actions de solidarité"<sup>2)</sup>.

D'après les informations fournies par le Comité de coordination du

syndicat Solidarność en France<sup>3)</sup>, il y aurait déjà plus de cent bulletins clandestins. Certains ont des tirages importants : ainsi, *Z dnia na dzień* (D'un jour à l'autre), publié par le Comité de grève régional de Wrocław, annonce un tirage de 20 000 exemplaires.

## Manifestations

La hausse des prix introduite par le gouvernement au 1er février — jusqu'à 300 o/o pour certains produits — a été accueillie par diverses actions de Solidarność.

A Gdansk, une manifestation a eu lieu le 30 janvier. Voici comment le bulletin de Solidarité de Varsovie, *Informacja Solidarnosci* (numéro 22, du 5 février 1982), retrace l'organisation et le déroulement de cette journée, au cours de laquelle plusieurs centaines de manifestants ont été interpellés par les forces de l'ordre, et certains d'entre eux lourdement condamnés : "Dès le 28 janvier, des tracts ont été massivement diffusés dans les rues et dans les trains de banlieue de Gdansk, appelant à allumer des bougies aux fenêtres, les 30 et 31 janvier, à 19h.20. Le lendemain, des tracts appelaient à déposer, le

30 janvier à 15 heures, des fleurs devant le monument aux morts du chantier naval. Le 30 janvier à 14 heures, la foule a commencé à se rassembler sur la place devant le monument, avec des fleurs et des cierges. On pouvait entendre le chant 'Boze cos Polske' (Dieu protège la Pologne)<sup>4)</sup> venant des terrains du chantier naval. (...)

"Des ouvriers sont sortis des chantiers avec des banderoles et des cierges. Les policiers ont alors reculé. Aucun chant, pas de cris. Les premiers heurts se sont produits au moment où la foule se dispersait. D'abord, les manifestants ont été attaqués aux gaz lacrymogènes, peu efficaces en raison d'un vent assez fort. Ensuite, les ZOMO<sup>5)</sup> ont lancé des fusées éclairantes contre la foule. Des canons à eau ont également été employés. (...) Les heurts ont duré environ deux heures. La foule criait : 'Gestapo ! Fascistes !'. Des renforts de police sont ensuite arrivés pour disperser les gens et procéder à des rafles. Les rues étaient bouclées aux deux extrémités, et l'on arrêtait presque exclusivement les hommes jeunes. Des autobus ont été arrêtés, dont on a extrait des jeunes gens sans même vérifier leurs papiers."

Cette manifestation n'est pas isolée. Le 13 février, une protestation analogue sera organisée à Poznan. Un témoin raconte : "Ce fut une manifestation admirablement bien organisée, après une campagne d'information par affiches contre l'état de guerre. Toute la population de Poznan y a pris part. Les gens marchaient séparément, afin de ne pas donner l'impression d'un rassemblement. Vers midi, la milice a cerné le monument à la mémoire des victimes de juin 1956<sup>6)</sup>. Les gens déposèrent donc, à partir de cette heure-là, les fleurs et les cierges autour du monument de Mickiewicz<sup>7)</sup>. La milice entoura

celui-ci. Les gens se dirigèrent alors vers le 'château' (appelé Palais de la Culture, en face de la place Mickiewicz). Vers 18 heures, un groupe important de jeunes sortit de la messe célébrée dans l'église des dominicains (Eglise académique de Poznan). Cette foule s'approcha du monument et les ZOMO intervinrent. Ce même jour, dans de nombreuses usines de Poznan se déroula une grève de 5 minutes.<sup>8)</sup>"

Une autre démonstration avait lieu au même moment à Swidnik, près de Lublin, où est située l'usine WSK qui fabrique des hélicoptères et emploie plus de 10 000 ouvriers. "A 19h.30, dès que le journal télévisé a commencé, les habitants sont sortis dans la rue et se sont promenés dans le centre-ville. Mais étant donné le caractère démonstratif de cette promenade, les autorités avaient avancé le couvre-feu de 22 heures à 19 heures.<sup>9)</sup>"

## La grève de Wrocław

Le comité régional de grève de Wrocław avait lancé, par voie de tracts et d'affiches, un appel à une demi-heure de grève pour le 29 janvier. Selon *Informacja Solidarnosci* (numéro 21 et numéro 22)<sup>10)</sup>, la grève a été suivie dans la plupart des entreprises de la ville. Un des témoins raconte : "L'action (dans l'usine DOLMEL) a été très bien accueillie parmi les ouvriers. Ce n'était pas une protestation ouverte, mais les gens ne travaillaient pas, et la direction ainsi que les surveillants avaient peur. Dès le 28 janvier, on a observé une certaine nervosité dans l'usine. Les tracts sont parvenus à tout le monde. Une grande satisfaction pour les gens : ils ont vaincu la peur, l'action a redonné du courage aux gens et recréé des liens entre eux.<sup>11)</sup>" Dans l'usine POLAR, malgré la présence de six voitures blindées de transport de troupes, les travailleurs ont arrêté le travail durant une minute et accroché des drapeaux. Dans l'entreprise RCO, la grève s'est prolongée durant trois heures; les ouvriers n'ont repris le travail qu'à contre-cœur, sachant qu'ils risquaient d'être isolés, s'ils occupaient l'usine.

De telles grèves, si elles ne peuvent forcer la bureaucratie à reculer, renforcent cependant l'organisation des travailleurs, montrant qu'une action collective est possible. Cependant, elles ne font pas l'unanimité. Dans une interview publiée par *Tygodnik Mazowsze* (numéro 2), le dirigeant syndical de Varsovie, Zbigniew Bujak, explique : "La grève de Wrocław du 29 janvier a réussi, au moins dans certaines entreprises. Quelle est la concession obtenue ? Aucune. Quelles sont les pertes ? Nous l'ignorons encore. Le seul argument efficace (face au pouvoir), ce serait, peut-être, une action qui engloberait toute la Pologne."

Zbigniew Bujak se déclare partisan d'actions qui peuvent obtenir des résultats concrets : "Si URUSUS peut, à l'aide d'une grève, obliger le pouvoir à ne pas montrer à la télévision des personnes (à sa solde) qui n'ont pas le droit de parler au nom des travailleurs, eh bien, qu'il fasse cette grève. Si une entreprise est suffisamment forte pour exiger la libération des internés, qu'elle se batte pour l'obtenir."

Trois mois après le coup de force de la bureaucratie, la résistance se développe et se raffermi. Mais elle est loin d'être monolithique. Des débats, sur les formes d'action immédiates comme sur la stratégie à long terme, la traversent. Et les bilans de l'expérience des seize mois d'activité légale de Solidarność, sur la stratégie qui aurait permis d'éviter la défaite du 13 décembre 1981 et sur les formes d'organisation des travailleurs, se développent<sup>12)</sup>.

Cyril Smuga

notes ... notes ... n

Appel des syndicats suisses :

UNE HEURE  
DE SALAIRE  
POUR LE SALVADOR !

"Les semaines et les mois qui viennent seront décisifs pour le Salvador. Soit ce sera la guerre totale et il y aura un nouveau Vietnam, dont les conséquences prévisibles seront catastrophiques pour la population et pour la situation dans le monde entier, soit la guérilla parviendra, en considération de sa puissance et de l'appui diplomatique international, à forcer les Etats-Unis et Duarte à négocier." Francisco Herera, représentant du FMLN/FDR, nous a fait la déclaration ci-dessus en soulignant l'importance extrême de la solidarité internationale du mouvement ouvrier et syndical. L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière et, avec elle, tous ceux qui soutiennent en Suisse les mouvements de libération du Salvador, demandent à tous les camarades hommes et femmes des syndicats, à toutes les ouvrières, à tous les ouvriers, à tous les employés de manifester leur solidarité avec le peuple durement éprouvé du Salvador en faisant le sacrifice d'une heure de salaire pour le Salvador ! Les dons seront transmis au "Comité syndical unifié" du FDR (USM) où se sont organisés tous les ouvriers, paysans, employés, enseignants et étudiants qui combattent le régime de terreur de Duarte.

Vos dons "Une heure de salaire pour le Salvador" à : Œuvre d'entraide ouvrière, Lausanne, CCP 10 - 147 39 (avec la mention : Salaire Salvador).

1) Cité par *Informacja Solidarnosci regionu Mazowsze* (Informations de Solidarité de la région de Varsovie), numéro 24, du 12 février 1982.

2) op. cit., numéro 22, du 5 février 1982.

3) Comité de coordination du syndicat Solidarność en France, 10, Passage des Deux-Sœurs, 75 009 Paris, tél. 247 76 59. Ce comité publie régulièrement un *Bulletin d'information* qui reproduit nombre de textes de la résistance polonaise.

4) "Boze cos Polske" (Dieu protège la Pologne) est un chant de lutte polonais très ancien. Il fut l'hymne des insurgés durant les luttes pour l'indépendance du pays au XIXe siècle et fut, par la suite, popularisé par eux en Sibérie. Une traduction russe de ce chant a été popularisée par "Narodnaya Volia" (organisation révolutionnaire antisariste durant la seconde moitié du XIXe siècle).

5) Les ZOMO sont les CRS polonais.

6) En juin 1956, une grande grève paralysa la ville. Elle fut sauvagement réprimée, mais donna le départ du mouvement des conseils ouvriers et de la déstalinisation au sein du POUP.

7) Adam Mickiewicz, un des plus célèbres poètes polonais, avait été une figure marquante du mouvement national révolutionnaire polonais au XIXe siècle. A Poznan, sa statue fait face au monument à la mémoire des ouvriers tombés en 1956, érigé par Solidarność en 1981.

8) "Lettre de Pologne", publiée dans le *Bulletin d'information* du Comité de coordination du syndicat Solidarność en France, numéro 10, du 9 mars 1981.

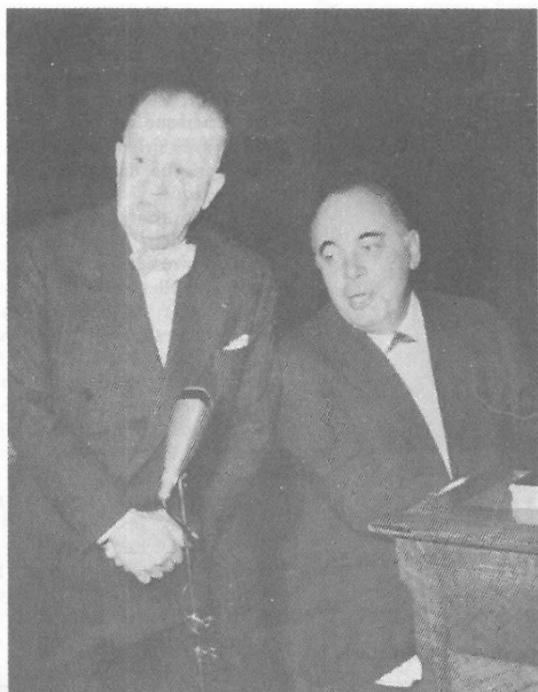
9) *Biuletyn Wroclawski*, numéro 10, du 20 février 1981. Selon des informations parues dans la presse occidentale, les promeneurs auraient, de plus, mis leurs postes de TV aux fenêtres, face à la rue.

10) Numéro 21, du 2 février 1982 et numéro 22, du 5 février 1982.

11) *Informacja Solidarnosci*, numéro 21, du 2 février 1982.

12) Cf. "Nous, militants..." et "Nous, intelligentsia...", deux articles de bilan reproduits dans *Inprecor*, numéro 119, du 22 février 1982, ainsi que l'article "Par où commencer ?", reproduit dans *Inprecor*, numéro 121, du 22 mars 1982.

## À ÉCOUTER... À LIRE...



Gilles et Urfer. "La Venoge", bien sûr. Mais aussi : "Si tous les gars du monde voulaient lui sonner l'hallali, on pourrait briser à la ronde notre vieux désordre établi".

Gilles et Julien : feu sur le "Dieu dollar" et vive l'espérance du Front Populaire.



Gilles nous a quittés. Sa présence chaleureuse, son humour, sa gentillesse, son ironie fine et mordante, son courage constant, sa curiosité toujours en éveil vivent maintenant à travers ses écrits, ses chansons, dans la mémoire de ses proches et de ses amis.

Mais nous devons plus que jamais nous élever contre la tentative de récupération de ce "grand vaudois" — la bourgeoisie a de la peine à voir plus loin que son petit horizon quotidien de nantis —, qui ne peut que le réduire. Les bourgeois ont toujours eu deux tactiques en face de leurs adversaires : les éliminer quand ça va mal, les récupérer quand ça va mieux — pour eux.



Gilles et Edith : à bas le "caporal Duschnok" pour qui se sera bientôt fini : "F.F.I./n.i."

# Jean Villard-Gilles

Gilles est un grand citoyen du monde entier, un grand artiste, un génie comme l'écrivait Ernest Ansermet. Un farouche combattant de la liberté, de la justice sociale, de l'antimilitarisme : chantre du Front Populaire, avec Julien, chantant dans la banlieue ouvrière de Paris, participant aux meetings de la gauche. Adversaire irréductible du fascisme pendant la guerre, créant avec l'inoubliable Edith un véritable foyer de résistance dans son cabaret "Au Coup de Soleil" à Lausanne. Pourfendeur de tous les scandales, de tous les abus, de toutes les injustices, "Chez Gilles", à Paris, accompagné par le remarquable Urfer.

Gilles est humble. Comme tous les vrais artistes. C'est-à-dire qu'il a le respect inné de son travail, de son public, des hommes. Une humilité qui parfois nous fait sourire tant elle paraît exagérée :

"... j'ai fait de mon mieux, avec les moyens dont je disposais. Quelques idées, un esprit aux écoutes du monde, un peu d'humour,

de vis comica, un peu de poésie, un visage, des mains, un corps obéissant, une voix suffisamment juste et juste suffisante pour communiquer avec les autres. — Voilà les instruments de mon métier !..."

Gilles est suffisamment grand, suffisamment humble pour ne pas avoir à être rabaissé à leur piètre niveau par les défenseurs de l'injustice et de l'inégalité, de ceux pour qui le mot liberté signifie : liberté pour les forts d'écraser les faibles.

Laissons Gilles nous dire encore une fois ce qu'il a sans cesse désiré nous communiquer :

"... des généraux, des colonels, des capitaines et même des sergents et des caporaux, à peu près illettrés, qui un peu partout s'emparent du pouvoir. De Franco le sinistre à Amin Dada le sanglant, que de Pinochet, de Videla, de Stroessner, de Shah-tigre, de Bokassa, de Sékou-Touré,

la terre pullule de ces monstres sadiques avec lesquels, d'ailleurs, nous commerçons fructueusement, grâce à une subtile dichotomie entre les affaires et la politique."

Un peu plus loin :

"... n'oublie pas, pour être juste, que d'autres militaires au contraire, dans d'autres pays, à Cuba, au Portugal, ont renversé de sinistres dictatures !..."

Ou encore :

"... La France qui commençait à s'ennuyer se réveille brusquement. Mai 68 ! Souviens-toi ! Nanterre ! La Sorbonne ! Les barricades. La jeunesse qui s'ébroue. Geismar, Sauvageot, Cohn-Bendit. La révolte comme une fête et ça chauffe partout dans le monde ! Comme au temps du Front Popu, un grand moment d'espoir. Le feu libérateur retombera, mais l'on aura entendu la voix claire, le rire joyeux, le défi de Gavroche !"

Et enfin :

"... qu'est-ce qu'on attend pour protester, pour dire non, se révolter ? Le destin de l'homme est en jeu, qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? Notre vie c'est à présent. Quand on est mort c'est pour longtemps !"

Pierre Robès

### Bibliographie de Gilles

*Amicalement vôtre*, Ed. Favre, Lausanne.  
*Chansons de Gilles*, Ed. Favre, Lausanne.  
*Mon demi-siècle et demi*, Ed. Rencontres.  
*Mon demi-siècle*, Ed. Payot.

### Discographie de Gilles

"Hommage à Gilles et Urfer", Philips, LPMC 7569 200.  
"Gilles : 40 ans de chanson", Evasion ou Escargot (EA 100803 et ESC 353).

**ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !**

### LAUSANNE ET VAUD

CPO, Centre paroissial d'Ouchy  
lu 5, ma 6, me 7 avril : 3 jours de cinéma avec des films sur le thème de la menace nucléaire civile et militaire.

lu 5 avr., 19h.30 : *La menace nucléaire* (ONU), *Variations sur un thème* (Szabo/Vamos/Nemeth) — 20h.30 : "Mehrer Atomkraftwerke" (documentaire), *Les enfants de la guerre* (J. Saab) et un long métrage connu pour lequel nous n'avons pas le droit de faire de la publicité.

ma 6 avr., 19h.30 : *La menace nucléaire, Boomerang* (D. Kollar) — 20h.30 : *Le boom* (ONU) et un long métrage du réalisateur de "2001, l'odyssée de l'espace", "Orange mécanique" et "Barry Lindon", pour lequel nous n'avons pas le droit... (devinez !).  
me 7 avr., 19h.30 : Un long métrage connu pour lequel... (le même que le lu 5) — 20h.30 : *The big if* (ONU), et un film connu... sur une centrale nucléaire aux USA, avec Jane Fonda (trouvé ?).  
Une séance : Fr. 6.—, les deux : Fr. 8.—. Org. : Comité romand contre la mort atomique.

### Salle Omnisports, PULLY

lu 5 avril, 20h.30 : *Gilles Vigneault*. Loc. : Serv. cult. Migros, 021 / 20 26 35.

### Cabaret de l'Hôtel Suisse, VEVEY

11, avenue Paul-Ceresole  
du me 21 au sa 24 avril, 21h. : *Marie Hofner* chante Jean Villard-Gilles et d'autres chansons. Au piano : *Jean-François Monot*. Rés. : 021 / 51 17 26.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES  
à 20h.30. ma 6, me 7 avril : *Le conformiste*, de B. Bertolucci (I, 1970). ma 13, me 14 : *Wisblood* (*Le malin*), de John Huston (USA, 1979). ve 16, sa 17 : *Les mille et une nuits*, de P.P. Pasolini (I, 1978). ma 20, me 21 : *Allons z'enfants*, de Yves Boisset (F, 1980).

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON  
à 20h.30. ma 6 avril : *Le marchand des quatre saisons*, de R.W. Fassbinder (RFA, 1972). ma 20 : *Ratatouille*, de M. Nichetti (I, 1979).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville  
ve 23, sa 24 avril, 20h.30 : *Sibériade*, de A. Mikhlkov (URSS, 1979, 3 heures 25 !).

Salle communale de PRANGINS  
ve 16, sa 17 avril, 20h.30 : *Maurice Baquet, et son violoncelle*. Fr. 13.—, ét., appr. : 10.—.

ve 23 avril, 20h.30 : *Yvette Théraulaz*.  
GENÈVE

Pic-plouc, 1, impasse rue du Lac  
sa 17 avril, 21h. : *Wizz Jones* (G.-B.).  
ve 23, sa 24 avril, 21h. : 6ème anniversaire du Pic. Triton, folk; M. Suter, guitare; Werner Lammerhirt et d'autres.

Salle Simon Patiño, 26, Miremont  
di 4, lu 5, ma 6, me 7 avril, 20h. : *Maurice Bavaud a voulu tuer Hitler*, film de Villi Hermann, Hans Sturm et Nicolas Meienberg.  
lu 5, débat avec N. Meienberg.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er  
ve 16, sa 17 avril, 21h. : *Chardonnens Unit*.  
je 22, ve 23, 21h. : *Ascension*. Org. : AMR.

New Morning, 6, quai des Forces Motrices  
à 21h. du lu 12 au je 15 avril : *Art Blakey and The Jazz Messengers*. sa 17 : *Milt Jackson, Ray Brown, bass, Monty Alexander*, piano, *Mickey Roker*, drums.

Vince et Remos

# l'événement

\* Pourquoi la lutte contre les menées de guerre a-t-elle pris cette ampleur en Europe capitaliste ?

— Quand le chômage atteint 2 millions de travailleurs en France, 2 millions en Allemagne fédérale, 4 millions en Grande-Bretagne, et que les bourgeoisies et les gouvernements à sa solde opèrent des coupes sombres dans les dépenses sociales, tout en relançant la course aux armements, il n'est pas étonnant que le refus du réarmement prenne une ampleur de masse. Ce refus est d'autant plus net que la taille atteinte par les arsenaux d'armements nucléaires pourrait faire exploser le monde 15 fois. Ainsi le combat contre la politique bourgeoise d'austérité et de réarmement se combine avec le combat pour la survie de l'humanité.

En Europe, le feu a été mis aux poudres, si l'on peut dire, par ce que l'on appelle la double décision de l'OTAN, prise en 1979. De quoi s'agit-il ? L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, regroupant les Etats-Unis et les puissances capitalistes européennes) a décidé, d'une part, que les dépenses militaires de ses pays membres devaient augmenter, en termes réels, de 3 0/0 par année, et, d'autre part, de stationner 573 milliles nucléaires Cruise et Pershing II sur sol européen en 1983.

Cette décision a été motivée, par les Etats-Unis, par la nécessité de faire face au "surarmement soviétique" et pour permettre la conduite d'une "guerre nucléaire limitée" en Europe, qui ne toucherait donc pas les territoires des Etats-Unis et de l'URSS.

La montée du pacifisme est l'expression du refus des travailleurs et des jeunes européens de devenir les otages de ces menées de guerre de l'OTAN.

\* Mais à toujours parler des Etats-Unis et de l'OTAN n'êtes-vous pas unilatéral ?

— Tout d'abord, essayons de voir les faits. Qui a toujours été aux premiers rangs de l'innovation dans le domaine de l'armement nucléaire, si ce ne sont les Etats-Unis ? En voici la preuve :



Mouvement pour la paix et le désarmement :

## Pourquoi et comment lutter contre la course aux armements ?

*Dès l'irruption massive du mouvement pacifiste sur la scène politique suisse, le Parti Socialiste Ouvrier (PSO) et ses militant(e)s se sont engagés dans ses activités et ses mobilisations. Dans quel but, avec quels objectifs, à partir de quelles conceptions ? C'est à ces interrogations que nous allons répondre.*

Système d'arme	Introduit par les Etats-Unis en	Introduit par l'URSS en
Bombe atomique	1945	1949
Bombe à hydrogène	1953	1954
Bombardiers à long rayon d'action	1953	1957
Fusées à portée moyenne	1953	1959
Armes nucléaires tactiques	1955	1956
Fusées intercontinentales	1955	1957
Sous-marins nucléaires	1956	1962
Satellites	1958	1957
Fusées sous-marines	1959	1968
Fusées intercontinentales à combustible solide	1962	1969
Fusées à ogives multiples	1964	1972
Fusées à ogives multiples dirigeables individuellement	1970	1975
Bombe à neutrons	1981	?

N'oublions pas également que la bourgeoisie américaine est la seule à avoir, jusqu'à présent, utilisé l'arme nucléaire (à Nagasaki et Hiroshima en 1945).

Il faut regarder d'où vient le danger. Ce sont les Etats-Unis du président Reagan qui ont remis véritablement les menées de guerre à l'ordre du jour. Selon un sondage de l'hebdomadaire Newsweek publié aux Etats-Unis, un tiers des personnes interrogées pense que la politique du gouvernement Reagan accentue les risques d'une guerre nucléaire (Le Monde, du 28/29 mars 1982).

Les apôtres de Reagan — dont on trouve plusieurs dignes émules

en Suisse, notamment M. Pierre Aubert, conseiller fédéral chargé

des Affaires étrangères — considèrent que le réarmement des Etats-Unis et de l'Occident capitaliste est justifié, à cause de la supériorité soviétique. M. Edward Kennedy, politicien bourgeois américain connu, dément cette affirmation à propos des ogives nucléaires :

*"Nous en avons neuf mille, les Soviétiques sept mille. Ils sont en avance dans certains secteurs, nous les devançons dans d'autres comme les missiles basés en mer. Pour la première fois peut-être dans l'ère atomique, il y a un équilibre nucléaire global." (Le Monde, du 28/29 mars, nous soulignons).*

E. Kennedy admet ainsi que les Etats-Unis ont toujours été à la pointe de l'armement nucléaire. Si aujourd'hui Reagan relance les armements atomiques c'est qu'il veut renforcer la supériorité de l'impérialisme américain.

Même un sénateur républicain (conservateur) est obligé de reconnaître la méfiance du peuple américain à l'égard de cette politique :

*"Une société qui a traditionnellement considéré la guerre comme trop importante pour être laissée aux généraux semble dire maintenant que le contrôle des armements est trop important pour être laissé aux gouvernements." (Charles Percy, Le Monde déjà cité).*

La bourgeoisie suisse et son Etat-major suivent Reagan et l'OTAN sans discussion. Il n'y a qu'à voir les déclarations d'un Chevallaz, vitupérant contre les pacifistes "manipulés" et "manipulateurs" pour le comprendre.

\* Que diraient alors ces messieurs de l'appel à un moratoire, à un arrêt unilatéral de la course aux armements ?

— Sans aucun doute que la "main de Moscou" tire les ficelles ! Mais alors il faudrait admettre que 133 parlementaires américains sont devenus des "agents du Kremlin" en signant une motion pour le moratoire nucléaire selon laquelle il faudrait : "décider quand et comment arriver à un

gel, mutuel et vérifiable, des essais, de la production et du déploiement futur des ogives nucléaires, missiles et autres systèmes".

Cette motion est très timide. Cela n'a pas empêché le gouvernement Reagan de lui opposer un "non" catégorique, car, à ses yeux et selon le journal "Le Monde", "le moratoire proposé avantagerait dangereusement l'URSS". Un scientifique, "père" de la bombe H et conseiller scientifique de la Maison Blanche, a même déclaré : "Si le gel nucléaire est appliqué, ce pays n'existera plus en 1990." (sic !).

A la volonté de réarmement du gouvernement Reagan il n'y a ainsi — à notre avis — qu'une seule réponse réaliste, le désarmement unilatéral et immédiat. Dès aujourd'hui il est possible de se battre, dans ce cadre, pour le moratoire dans la course aux armements nucléaires, qui passe par le refus inconditionnel de la double décision de l'OTAN.

\* Admettons votre raisonnement ! Mais ne manquez-vous pas singulièrement de discernement en ce qui concerne la véritable politique de l'URSS ?

— Vous nous demandez en fait si nous ne sommes pas des naïfs. Nous ne sommes pas borgnes. En fait nous nous opposons aussi avec la dernière énergie à la politique militaire des bureaucraties qui sont au pouvoir dans les pays non capitalistes.

Comme elles sont aussi des minorités régnant sur une majorité,

leur moyen principal de riposte à l'impérialisme réside dans leur propre réarmement militaire. Leur puissance militaire — y compris atomique — élargit certes la liberté d'action des mouvements de masse et des révolutions sociales contre l'impérialisme, comme au Vietnam, à Cuba ou aujourd'hui en Amérique centrale. Mais cette force militaire n'est cependant pas une garantie de libération sociale et politique.

Au contraire, les bureaucraties utilisent leur puissance militaire pour opprimer les masses dans les pays qu'elles contrôlent comme en Pologne, ou pour ravir à d'autres peuples leur droit à l'autodétermination comme en Afghanistan, et même pour menacer d'attaque nucléaire d'autres pays — ce que fit l'Union soviétique contre la République populaire de Chine en 1969.

Leur politique "piège" au fond doublement les masses de l'Occident capitaliste. D'une part parce qu'elle s'oppose à tout assaut révolutionnaire de la bourgeoisie. D'autre part parce que leur armement nucléaire devient — vu ce refus de stimuler la lutte anticapitaliste — une menace atomique pour les travailleurs eux-mêmes.

Or, aujourd'hui, les bureaucraties seraient en mesure de prendre, de leur côté, des mesures de désarmement partiel ou de moratoire qui pourraient représenter un immense encouragement pour les mouvements pacifistes en Europe capitaliste. Jusqu'à présent elles s'étaient refusées à le faire. La récente proposition de Brejnev de procéder à un moratoire sur le déploiement des missiles soviétiques SS 20 constitue, toutefois, un petit pas dans le bon sens qu'il faut soutenir. Comme il fallait s'y attendre, cette mesure a été catégoriquement rejetée par Reagan et l'OTAN comme une nouvelle "manoeuvre" soviétique.

Cet exemple récent montre, si besoin était, que la seule perspective réaliste de désarmement ne réside pas dans les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais bien dans l'existence d'un mouvement de masse anti-guerre fort qui saura imposer le moratoire et le désarmement unilatéral.

En Europe capitaliste ce mouvement est forcément dirigé contre l'OTAN et la politique de Reagan. C'est aux travailleurs et aux jeunes des pays de l'Est qu'il appartient de déterminer le contenu de leur lutte pour la paix. On en a un premier exemple avec l'appel pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne qui a été lancé en République démocratique allemande.

\* Et alors que faites-vous de la liberté ? A Moscou les pacifistes ne peuvent pas défilé sur la Place Rouge !

— Une remarque d'abord. C'est au nom de "la défense des libertés" et de la lutte "contre le totalitarisme communiste" que des dizaines de milliers d'opprimés ont été et sont toujours massacrés en Amérique centrale. Alors ceux qui, comme Reagan, ont constamment le mot de "liberté" à la bouche, n'en parlent que pour mieux cacher leur politique de génocide et d'exploitation. Ensuite, il faut, c'est évident, lutter pour les droits démocratiques dans les pays de l'Est. Raison pour laquelle nous avons, depuis des années, soutenu les oppositionnels et les dissidents de l'Est. Raison pour laquelle nous nous sommes engagés, en vrais socialistes, dans la solidarité avec Solidarnosc et ce déjà longtemps avant le putsch du 13 décembre 1982.

A. Meylan